



EVALUATION FINALE DU PROJET LAIT SAIN POUR LE NIGER

Rapport final



Sommaire

I. PRESENTATION DE LA MISSION	5
1.1 <i>Objectifs de l'évaluation</i>	<i>5</i>
1.2 <i>Méthodologie</i>	<i>5</i>
1.3 <i>Déroulement de la mission.....</i>	<i>6</i>
II. PRESENTATION DU PROJET	7
2.1 <i>Justification du projet.....</i>	<i>7</i>
2.2 <i>Cadre logique du projet</i>	<i>7</i>
2.3 <i>Mise en œuvre du projet.....</i>	<i>8</i>
2.4 <i>Eléments du contexte de mise en œuvre du PLSN.....</i>	<i>8</i>
III. CONCEPTION DU PROJET	10
IV. STRATEGIES	10
4.1 <i>Collaboration avec les intervenants en santé animale et production laitière</i>	<i>10</i>
4.2 <i>Renforcement des connaissances et pratiques des groupes cibles.....</i>	<i>11</i>
4.3 <i>Organisation et de structuration d'un circuit de commercialisation du lait.....</i>	<i>11</i>
V. PERTINENCE.....	13
VI. EFFICIENCE	15
6.1 <i>La gestion technique du projet : procédures, outils, résultats</i>	<i>15</i>
6.2 <i>La gestion financière du projet : procédures, outils, résultats</i>	<i>16</i>
6.3 <i>La gestion des moyens du projet</i>	<i>16</i>
6.4 <i>Adéquation moyens du projet / activités</i>	<i>17</i>
6.5 <i>La contribution des bénéficiaires comme élément de l'efficience.....</i>	<i>18</i>
6.6 <i>Ratio coût / efficacité</i>	<i>18</i>
VII. EFFICACITE ET ANALYSE DES ACTIVITES	19
7.1 <i>Les formations.....</i>	<i>19</i>
7.2 <i>La sensibilisation.....</i>	<i>22</i>
7.3 <i>Les appuis matériels</i>	<i>24</i>
7.4 <i>Les appuis financiers</i>	<i>26</i>
7.5 <i>La production documentaire.....</i>	<i>27</i>
7.6 <i>Renforcement de Karkara</i>	<i>27</i>
7.7 <i>Le niveau de réalisation des objectifs et des résultats</i>	<i>28</i>
VIII. IMPACT DU PROJET	33
8.1 <i>Sur le plan du renforcement des capacités</i>	<i>33</i>
8.2 <i>Sur le plan technique</i>	<i>33</i>
8.3 <i>Sur le plan économique.....</i>	<i>33</i>
IX. DURABILITE.....	34
9.1 <i>Durabilité des actions : hygiène, vaccination.....</i>	<i>34</i>
9.1.1 <i>Vaccination</i>	<i>34</i>
9.1.2 <i>Hygiène.....</i>	<i>34</i>
9.2 <i>Durabilité des organisations appuyées : organisations de producteurs, collecteurs, minilaiterie.....</i>	<i>34</i>
9.2.1 <i>Sur le plan technique.....</i>	<i>34</i>
9.2.2 <i>Durabilité économique.....</i>	<i>35</i>
9.2.3 <i>Durabilité financière</i>	<i>36</i>
X. SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS ET CALENDRIER INDICATIF	37
10.1 <i>Pour le court terme</i>	<i>37</i>
10.2 <i>Pour le moyen terme</i>	<i>38</i>
XI. BILAN FINAL	39

11.1	<i>Bilan global de la prestation</i>	39
11.2	<i>Leçons apprises de la prestation</i>	41
XII.	ANNEXES	42

Tableaux

Tableau 1	: Problèmes avant le PLSN selon les « bénéficiaires »	13
Tableau 2	: Problèmes avant le PLSN selon les « bénéficiaires » en %	13
Tableau 3	: Problèmes pris en charge par LSN selon les « bénéficiaires ».....	14
Tableau 4	: Matériel du projet LSN	17
Tableau 5	: Budget réalisé 2005 – 2007.....	18
Tableau 6	: Formations réalisées et nombre de bénéficiaires	19
Tableau 7	: Evolution du nombre de vaccinations contre la PPCB dans la zone de Kollo-Say.....	23
Tableau 8	: Appuis financiers et apports des femmes de Koira Tégui.....	26
Tableau 9	: Appuis financiers et apports des collecteurs de Koira Tégui	26
Tableau 10	: Appuis financiers et apports des productrices de Yantala Bas.....	26
Tableau 11	: Ratio Volume des collecteurs en sept 07/ sept 05	28
Tableau 12	: Fréquence de rejet du lait.....	29

Figures

Figure 1	: Evolution du nombre de vaccinations dans la CUN	23
Figure 2	: Evolution des volumes d'activités des collecteurs	25
Figure 3	: Taux de lait positif au CMT au niveau de 7 sites	30
Figure 4	: Taux de lait positif au CMT au niveau de 3 laiteries de Niamey	31
Figure 5	: Taux moyen de lait positif au CMT au niveau des laiteries et des collecteurs	31
Figure 6	: Evolution du respect des heures de livraison au lait aux laiteries	32

Liste des acronymes

APPLN	Projet d'Appui aux Petits Producteurs de Lait de Niamey
CAPEN	Cellule d'appui à la promotion de l'élevage au Niger
CLN	Coopérative laitière de Niamey
CMT	California mastitis test
CP	Chef de projet
CS	Charbon Symptomatique
CUN	Communauté Urbaine de Niamey
DRRA	Direction Régionale des Ressources Animales
GAJEL	Groupe d'actions des jeunes éleveurs
GCP	Gestion de cycle de projet
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
ISS	Interview semi- structurés
LPL	Lait et Produits Laitiers
LPS	Lactoperoxydase system
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations pour le Développement Industriel
PLSN	Projet Lait Sain pour le Niger
PPCB	Péripneumonie contagieuse bovine
PROXEL	Projet de Mise en Œuvre d'un Réseau de Santé Animale et de Conseils de Proximité en Elevage
PSEAU	Projet de Sécurisation de l'Elevage et de l'Agriculture en milieu Urbain
VSF B	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

Première partie : Cadrage de l'évaluation

I. Présentation de la mission

1.1 Objectifs de l'évaluation

La présente évaluation est commandée par le « Projet Lait San pour le Niger ». Elle a pour objectifs de :

- Examiner les niveaux des réalisations et de performance de l'action d'une part et le degré de mise en œuvre des recommandations du monitoring précédent réalisé par le siège de VSF-B ;
- analyser la mise en œuvre du projet en rapport avec les critères de la GCP (approche stratégique, efficacité de l'équipe, efficacité des ressources, efficacité des ressources et efficacité des activités, dont l'analyse des résultats produits par le projet et l'appréciation du degré d'utilisation effective des services du projet) ;
- établir avec le projet, le partenaire local et les groupes bénéficiaires un bilan final du projet, en vue d'identifier en commun les points forts et les points de progression de l'intervention et de dégager les mesures éventuelles à prendre pour assurer une pérennisation des actions.
- établir un bilan global de la prestation aux fins d'une capitalisation plus efficace par le siège (succès, difficultés rencontrées, erreurs à éviter dans le futur, stratégie partenariale)
- formuler des recommandations claires et fixer des délais d'exécution pour les actions prioritaires à mener en vue de la fin de la prestation mais aussi pour orienter les choix de l'après - projet.

1.2 Méthodologie

L'évaluation a été réalisée par une équipe de deux personnes. Le déroulement de la mission s'est fait selon la méthodologie suivante :

Bibliographie à partir de documents mis à disposition par le projet

Interview semi structurés avec les différents collèges d'acteurs impliqués dans le projet : bénéficiaires directs [(petits (es))] producteurs/productrices de lait, collecteurs de lait) et leurs organisations, les transformatrices de lait), les bénéficiaires indirects (vétérinaires chargés de la vaccination dans la CUN), les partenaires (APPLN, GAJEL, Debbo, Services de l'Etat), laiterie,

équipe du projet, ONG Karkara, VSF B soit au total 66 personnes interviewées en entretiens individuels (28) ou en entretiens de groupe (38).

Analyse des données (premiers éléments recueillis, analyse plus approfondie à faire pour le rapport provisoire).

Les termes de référence de la présente évaluation insistent sur la dimension participative de l'exercice. C'est pourquoi, les ISS ont été conduits de façon à faire s'exprimer les personnes rencontrées sur leur compréhension, leur appréciation de la stratégie du projet, les activités réalisées, les résultats, les impacts, les modalités de durabilité.

Les informations collectées à l'occasion des ISS sont complétées par les données fournies par le projet (rapports d'activités, fiches de suivi des collecteurs, rapports de laboratoire, rapports d'étude ou d'enquêtes).

La traduction des échanges entre les évaluateurs et les personnes interviewées a été faite par l'équipe Lait Sain pour le Niger et un stagiaire de l'ONG Karkara ; les traducteurs « externes » demandés par la mission n'étaient pas disponibles.

1.3 Déroulement de la mission

La collecte des données primaires a eu lieu du 6 au 14 février 2008. Elle a été précédée d'une phase de préparation à partir de la documentation disponible et des échanges avec l'équipe du projet Lait Sain pour le Niger.

Les premières conclusions de la mission ont été restituées à l'occasion d'une réunion de travail. Ont participé à cette restitution l'équipe du projet, le personnel de Karkara, VSF Belgique. Les observations et commentaires des participants à cette restitution ont été pris en compte dans le rapport provisoire.

Les observations du projet LSN et de VSF B sur le rapport provisoire ont été prises en compte dans le présent rapport définitif.

II. Présentation du projet

2.1 Justification du projet

Le projet « Lait Sain pour le Niger » vise à améliorer et à sécuriser les revenus des producteurs laitiers installés dans différents sites autour de Niamey. La qualité hygiénique du lait est considérée ici comme vecteur de développement du lait local et de lutte contre la pauvreté : elle permet aux producteurs de s'insérer durablement dans des circuits commerciaux stables et durables ; la sécurité de revenus induit une dynamique d'amélioration des pratiques tant au niveau individuel qu'au niveau des groupes organisés.

Les interventions du projet se sont concentrées autour des questions de prophylaxie, hygiène et qualité du lait, appui à l'organisation des acteurs de la filière lait local : producteurs, collecteurs de lait, transformatrices de lait.

Le projet a démarré en début 2005 ; la clôture est prévue pour fin mars 2008.

2.2 Cadre logique du projet

	Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Suppositions importantes
Objectif Global	La sécurité alimentaire des ménages de Niamey est améliorée	* En 2007, la commercialisation de lait de bonne qualité par les collecteurs concernés par l'action est augmentée de 25%	
Objectif spécifique	La qualité hygiénique du lait est améliorée et permet une meilleure rémunération des producteurs	* En 2007, au moins 1300 petits producteurs de lait ont augmenté leurs revenus de la vente du lait d'au moins 15%. * En 2007, à Niamey, le taux de lait rejeté par les laiteries passe de 30% à moins de 15%	* La production laitière est augmentée par le canal des autres actions en cours
Résultats intermédiaires	R I : La couverture sanitaire des troupeaux est assurée	* En 2007, une stratégie de prophylaxie commune est adoptée par les différents projets et mise en œuvre sur au moins 28 sites * En 2007, dans la zone de Niamey, 80% des vaches laitières touchées par le programme bénéficient de l'ensemble des traitements prophylactiques	* La contribution active des projets partenaires du programme est acquise * La participation des prestataires vétérinaires est acquise * La disponibilité en terrain pour l'élevage est garantie en zone périurbaine (schéma d'aménagement du foncier)
	R II : L'hygiène et la conservation du lait sont augmentées	* En 2007, 80% des laits testés par le projet sont indemnes de mammites * En 2007, 50% des producteurs encadrés par le programme utilisent la LPS IOV revu par une mission de monitoring en : test expérimental de LPS	* Les laiteries adoptent une politique d'encouragement à la fourniture d'un lait de qualité (prix à la qualité) * Des normes réglementaires nationales adaptées sont mises en place

Cadre logique (suite)

	Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Suppositions importantes
	R III : Le circuit de commercialisation du lait est opérationnel	* En 2007, un cadre de concertation regroupant les acteurs de la filière laitière est opérationnel pour la zone périurbaine de Niamey * En 2007, tout le lait livré par les collecteurs adhérant au programme est déposé aux laiteries avant 10h 30	* Les organisations de producteurs sont suffisamment structurées et fonctionnelles

2.3 Mise en œuvre du projet

La mise en œuvre du PLSN a été réalisée par l'ONG nigérienne Karkara avec des appuis techniques de VSF B à travers des échanges réguliers et des missions de monitoring. Tout se passe comme si Karkara est le maître délégué du projet.

2.4 Eléments du contexte de mise en œuvre du PLSN

Afin de cerner les résultats atteints par le PLSN, il est apparu nécessaire de situer le contexte dans lequel l'action a été mise en œuvre.

- Le projet Lait Sain pour le Niger a démarré en mars 2005. Globalement, peu d'activités ont pu être réalisées au cours de la première année du projet. Il a fallu remplacer l'équipe en raison de résultats insuffisants. Sur cette base, on peut dire que la mise en œuvre effective des activités essentielles du PLSN a pris environ 14 mois de retard à cause de l'inadéquation entre les compétences de l'équipe constituée au lancement de l'opération et les besoins du projet.
- Le PLSN envisageait de développer une collaboration avec les projets qui intervenaient sur la santé animale et la production laitière. Mais en dehors du projet APPLN, les autres projets ciblés comme partenaires potentiels du PLSN à savoir le PIN, le PSEAU et Target Lait avaient été moins actifs dans la zone d'intervention du projet. Le PIN (financé par l'ONUDI) et Target Lait avaient fermé en 2006. Le PSEAU a subi une réorientation de ses activités.
- La forte hausse des cours des LPL en fin 2006 / début 2007 ont induit une plus grande mobilisation des pouvoirs publics en faveur du lait local et regain d'intérêt des laiteries en raison d'une compétitivité (prix) du lait local.

- Evolution des suppositions importantes du cadre logique du projet pendant le déroulement de l'action.

	Objectifs / résultats	Suppositions importantes
<i>OS</i>	* La production laitière est augmentée par le canal des autres actions en cours	* La production laitière est augmentée par le canal des autres actions en cours ; l'évaluation de APPLN ne le confirme pas.
<i>R1</i>	* La contribution active des projets partenaires du programme est acquise * La participation des prestataires vétérinaires est acquise * La disponibilité en terrain pour l'élevage est garantie en zone périurbaine (schéma d'aménagement du foncier)	OUI mais la plupart des projets ciblés sont peu intervenus dans la zone du projet Oui Disponibilité non garantie ; de nombreux sites occupés par les producteurs sont en situation précaire.
<i>R2</i>	* Les laiteries adoptent une politique d'encouragement à la fourniture d'un lait de qualité (prime à la qualité) * Des normes réglementaires nationales adaptées sont mises en place	Aucune laiterie n'a mis en place une prime à la qualité. En dehors de CLN et de la Laitière du Sahel, la collaboration a été plutôt difficile avec PLSN. Les normes réglementaires (nouvelles) adaptées aux réalités locales n'ont pas été mises en place.
<i>R3</i>	* Les organisations de producteurs sont suffisamment structurées et fonctionnelles	La structuration de la plupart des organisations n'a été possible qu'en deuxième moitié voire en fin de projet.

Deuxième partie : APPRECIATION DU PROJET

III. CONCEPTION DU PROJET

La problématique du PLSN a été identifiée par l'ONG Karkara. Le processus qui a permis l'identification du thème et la formulation du projet a été participatif : échanges étroits entre Karkara et le projet lait Sain pour le Sahel (au Mali), réalisation d'enquêtes dans la Communauté urbaine de Niamey et échanges avec les producteurs sur la pertinence des thèmes retenus.

La conception du PLSN est bonne comme en témoignent l'adhésion et la forte mobilisation des groupes autour la thématique de la qualité du lait. L'expertise de Karkara, sa bonne connaissance des problèmes d'élevage laitier péri urbain et la participation des producteurs expliquent l'adéquation entre les actions du projet et certains problèmes auxquels sont confrontés les producteurs et collecteurs de lait.

IV. STRATEGIES

La mise en œuvre du PLSN a été articulée autour de trois stratégies : collaboration entre les acteurs et projets intervenant dans la filière lait et la santé animale autour de Niamey, renforcement des capacités des producteurs, structuration des acteurs de la filière lait.

4.1 Collaboration avec les intervenants en santé animale et production laitière

Il s'agissait de développer des synergies entre le PLSN et les intervenants dans l'élevage laitier autour de Niamey, notamment autour des questions de prophylaxie.

Dans les faits, cette stratégie s'est traduite par l'organisation de réunions, des sorties conjointes sur le terrain et la mise en commun de certains moyens techniques avec les services techniques de l'Etat, les vétérinaires impliqués dans les campagnes de vaccination à Niamey, les organisations d'éleveurs, l'APPLN et le PLSN.

Cette méthode de travail a permis d'améliorer le taux de couverture vaccinale. Elle a également créé des relations plus « professionnelles » entre producteurs et vétérinaires (notamment pour les soins). Même si la dynamique initiale a été impulsée par le projet LSN, la DDRA en a assuré, au moins en

partie, le portage par la suite ; elle a été désignée comme structure de centralisation des données relatives aux campagnes de vaccination.

En plus des relations avec les acteurs de la santé animale, le PLSN a développé des relations partenariales avec des organisations proches des producteurs / productrices de lait :

Association GAJEL pour la sensibilisation aux questions de santé animale et hygiène, distribution / recouvrement des matériels, formation à la vie associative

Association Debbo pour la sensibilisation des productrices de Koira Tégui à l'hygiène du lait.

La forte augmentation des taux de vaccination¹, à travers la facilitation du projet et du cadre de concertation, indique que la stratégie de collaboration était pertinente pour obtenir une forte mobilisation des acteurs de la santé animale. Toutefois, il reste à créer les conditions qui permettent aux vétérinaires (privés et d'Etat) d'intervenir sur des lots d'animaux sans devoir faire le porte à porte comme ce fut le cas en 2006 et 2007. Pour certains des sites, ceci pose clairement la question de la « durabilité » de l'élevage péri - urbain voire quasi - urbain. Ce point sera abordé dans la durabilité du dispositif de vaccination dans la zone péri urbaine de Niamey.

Comme il est indiqué en page 8, APPLN était le seul projet opérationnel pendant la mise en œuvre du PLSN ; en dehors des aspects liés à la vaccination et la dotation par le projet APPLN de matériel de laboratoire, le partenariat entre le PLSN et APPLN a peu fonctionné. Les relations entre les deux projets étaient certes formalisées ; toutefois, les protocoles de collaboration n'étaient que peu ou pas appliqués. Les difficultés dans la mise en œuvre des protocoles sont liées en partie au fonctionnement du projet APPLN.

4.2 Renforcement des connaissances et pratiques des groupes cibles

Le renforcement des capacités des groupes cibles s'est fait essentiellement sur l'hygiène du lait, la santé animale. La « porte d'entrée » Hygiène/ santé animale était pertinente puisqu'elle correspondait à des problèmes aigus pour les éleveurs, les collecteurs : pertes de quantités importantes de lait notamment en saison chaude, faible taux de couverture vaccinale et relations parfois difficiles avec les pouvoirs publics.

4.3 Organisation et de structuration d'un circuit de commercialisation du lait

Il s'est agi de rencontres entre les acteurs de la commercialisation du lait autour de questions d'hygiène et de qualité du lait.

Le PLSN a également formé puis accompagné la structuration de groupements de producteurs, des femmes transformatrices du lait et de groupements de collecteurs de lait. Certains groupements ont bénéficié d'appuis en fonds de roulement, d'appuis pour la construction d'infrastructures (mini laiterie, boutiques d'intrants zootechniques, siège). Dans chacune de ces opérations, les bénéficiaires ont contribué en numéraires et/ou en nature.

¹ 3700 en 2005, 5920 en 2006 et 3573 uniquement en T1 en 2007 auxquelles il faut ajouter celles réalisées par le mandataire pendant la campagne en cours dans la zone de Kolo-Saye : Diabati (621 cette année contre 300 l'an dernier), Gassalbody (350 contre 200 l'an dernier), Birizamzam (200 contre 100)

La structuration des producteurs et collecteurs de lait est certainement un des moyens pour développer la filière lait local. En dehors de la création effective d'organisations, il est difficile de faire ressortir d'autres résultats tangibles sur ce volet en dehors d'un cadre de concertation qui, du reste, n'est pas encore fonctionnel faute de portage.

Les organisations de producteurs et collecteurs sont pour la plupart très jeunes. Certaines d'entre elles ont d'ailleurs été créées sous l'impulsion du PLSN. La capacité de ces nouvelles organisations à délivrer des services pertinents à leurs membres dépend de l'accompagnement dont elles pourront bénéficier à la fin du projet. Le PLSN a certes pris la précaution d'associer certaines associations d'éleveurs comme GAJEL dans la structuration de ces organisations. En dehors des hypothétiques appuis de GAJEL, rien ne semble avoir été prévu dans ce sens, notamment en termes de moyens.

La question du portage des animations sur la commercialisation du lait et plus généralement sur la filière lait local est entière : qui pourrait assurer ce portage à court /moyen terme (un projet type LSN ou les pouvoirs publics), portage à plus long terme (qui, comment) ?

V. PERTINENCE

Les groupes cibles ont indiqué que les problèmes auxquels ils étaient confrontés avant le lancement du projet étaient, par ordre d'importance, les questions de santé animale (vaccination et soins), d'hygiène / qualité du lait et de commercialisation. En réalité, les problèmes d'hygiène du lait sont étroitement liés aux difficultés de commercialisation notamment à cause des rejets des laits de mauvaise qualité par les laiteries ou de l'avarie entre le site de production et le lieu de vente. Ce qui confirme bien les problèmes ayant justifié l'identification du PLSN.

Au regard des avis des principaux bénéficiaires, on peut affirmer que le choix du PLSN d'intervenir, sur l'hygiène/la qualité du lait, la vaccination et plus largement la santé animale, était pertinent. Les résultats positifs obtenus dans la maîtrise de ces deux contraintes sont spontanément cités par la quasi-totalité des bénéficiaires (producteurs, organisations de producteurs, organisation de productrices, mini laiterie, collecteurs, vétérinaires).

Tableau 1 : Problèmes² avant le PLSN selon les « bénéficiaires »

	Producteurs indiv.	OP hommes	OP Femmes	Collecteurs individuels	Véto individuels	Total
Nombre total d'interviews	9	2	2	4	3	20
SA	7	2	1		3	13
Hygiène	6	1	1	4		12
Commercialisation	3					3
Alimentation	7	2	1			10
Abreuvement				1		1
Site	1			1		2
Non organisé		1				1
Sélection / géniteurs	1					1

Tableau 2 : Problèmes avant le PLSN selon les « bénéficiaires » en %

	Producteurs indiv.	OP hommes	OP Femmes	Collecteurs individuels	Véto individuels	Total
SA	78%	100%	50%	0%	100%	65%
Hygiène	67%	50%	50%	100%	0%	60%
Comm	33%	0%	0%	0%	0%	15%
Alimentation	78%	100%	50%	0%	0%	50%
Abreuvement	0%	0%	0%	25%	0%	5%
Site	11%	0%	0%	25%	0%	10%
Non organisé	0%	50%	0%	0%	0%	5%
Sélection / géniteurs	11%	0%	0%	0%	0%	5%

L'appui à la structuration (des producteurs, des collecteurs) est beaucoup moins cité comme la réponse à un problème aigu. Il faut dire que cette action a surtout été mise en œuvre dans la dernière année du projet. On peut ajouter que l'appui à la structuration est en général un processus long dont les effets tangibles demandent des délais conséquents.

² 20 ISS auprès de 58 personnes dont 16 ISS individuels et 4 ISS de groupe (42 personnes en 4 groupes)

Tableau 3 : Problèmes pris en charge par LSN selon les « bénéficiaires »

	Producteurs indiv.	OP hommes	OP Femmes	Collecteurs individuels	Véto individuels	Total
Santé animale	35%	10%	5%	10%	15%	75%
Hygiène	40%	10%	10%	15%	0%	75%
Commercialisation du lait	5%	0%	0%	0%	0%	5%
Alimentation	0%	0%	5%	0%	0%	5%
Abreuvement	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Insécurité des sites occupés	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Organisation non fonctionnelle	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Géniteurs non sélectionnés	0%	0%	0%	0%	0%	0%

En plus des contraintes citées fréquemment d'autres ont été évoqués par les acteurs rencontrés dont :

- les problèmes liés à l'alimentation des animaux (par 10 personnes, soit 50% des acteurs rencontrés) ;
- l'abreuvement des animaux (par 1 personne, soit 5% des acteurs rencontrés);,
- la sécurisation des sites (par 2 personnes, soit 10% des acteurs rencontrés) ;
- l'absence de dispositif de sélection des géniteurs (par 1 personne, soit 5% des acteurs rencontrés).

Le projet n'est pas intervenu sur ces contraintes car la prise en charge de certains de ces problèmes comme l'alimentation était partie intégrante du cahier de charges d'autres projets (comme APPLN mis en œuvre par VSF B et une organisation nigérienne). Néanmoins il a réalisé une intervention ponctuelle en alimentation à travers l'appui en fonds de roulement à un groupement de productrices. Même si les personnes interviewées ne l'ont pas directement évoqué, le problème de commercialisation a été indirectement pris en charge grâce à l'amélioration des conditions d'hygiène qui a contribué à réduire les cas de rejet de lait de mauvaise qualité par les laiteries et les avaries entre le site de production et le lieu de vente.

La non prise en charge des autres aspects se justifie bien par le fait qu'ils ne répondaient pas à des contraintes majeures et reconnues par tous. D'autre part, leur mise en œuvre est plus complexe et demande plus de temps et de moyens (humains, logistiques et financiers) à mobiliser avec tout le risque d'avoir peu d'effets massifs (notamment en termes de nombre de bénéficiaires directs).

VI. EFFICIENCE

6.1 La gestion technique du projet : procédures, outils, résultats

La gestion technique du projet est globalement satisfaisante ; elle s'est améliorée à la suite du remplacement de la première équipe et grâce aux missions de monitoring : planification des activités, suivi - évaluation interne et reporting à partir d'outils simples.

Sur les points suivants de la gestion technique, des améliorations sont envisageables :

Au niveau des outils de suivi de renseignement des IOV : Malgré les travaux importants de PLSN³, le renseignement de certains IOV est difficile soit parce que les outils de collecte n'existent pas soit parce qu'ils ne sont pas adaptés. A titre d'exemple, l'évolution des revenus des producteurs de lait (IOV de l'objectif spécifique) est appréhendée de façon indirecte à partir des volumes écoulés par les collecteurs de lait ; or la mise en place d'un suivi simple et périodique de quelques producteurs aurait permis de bien renseigner cet indicateur. De la même façon, l'outil « Fiches des collecteurs de lait » utilisé par le PLSN est inadapté. Cette fiche doit permettre de renseigner en partie les IOV relatifs à l'objectif global (augmentation de 25% des revenus), à l'OS (diminution du taux de rejet) et au résultat 3 (80% du lait est déposé avant 10H 30). Dans la pratique, la tenue de ces fiches est confiée aux collecteurs. Or la plupart de ces derniers ne savent ni lire ni écrire. En plus des difficultés liées à la tenue des fiches, il est important de noter la réticence des éleveurs à communiquer les données concernant leur production de lait, leur revenu, leur cheptel. Enfin, les laiteries comme SOLANI ou Nigerlait n'ont pas accepté de faire un suivi des taux de rejet à leur niveau et de fournir l'information au PLSN.

Pour pallier à cette situation, la tenue des fiches a été confiée à l'équipe du projet sur une base périodique. Un étudiant est en train de réaliser un travail sur les IOV (à partir des données de CLN, collecteurs et producteurs). Les données issues de ce stage d'étudiant permettront de renseigner à la fois les IOV de volumes / revenus au niveau des collecteurs et des producteurs. Toutefois, ce travail ne peut permettre de faire les comparaisons qu'avec l'année 2007. Les situations de référence relatives au revenu / taux de rejet en début de projet ne sont pas disponibles.

Au niveau du suivi interne de Karkara : la cellule CAPEN de Karkara a suivi le projet à travers les échanges réguliers avec le chef de projet. Par contre, la relecture préalable des rapports et leur validation avant transmission à VSF B n'a pas vraiment été observée. En général, les rapports du projet étaient envoyés en même temps à Karkara et VSF B.

Au niveau de l'articulation Karkara / VSF B pour le suivi du projet : des rencontres / concertations régulières sont prévues dans la convention. Dans les faits, ces rencontres n'ont pas été réalisées. Toutefois, il semble que cette insuffisance n'a pas vraiment gêné le fonctionnement du projet.

³ 1 enquête en début du projet, 1 enquête collecteurs en 2005, 1 enquête sur la chaîne de contamination filière lait, 1 enquête sur la place de la femme dans filière lait, 1 enquête sur l'ampleur de la fraude, 1 enquête sur les facteurs de risque de transmission des zoonoses en cours),

Participation de Karkara aux missions de monitoring : les outils de monitoring sont ceux de VSF B. Certains de ces outils sont jugés lourds par Karkara. Par ailleurs, Karkara se considère aussi comme « monitoré » à l'occasion de ces missions.

De l'autre côté, VSF B estime qu'une participation plus active et une présence de Karkara pendant toute la durée des missions de monitoring seraient de nature à améliorer la qualité du monitoring.

Recommandation

Au niveau de Karkara : améliorer le suivi du projet au niveau de la lecture et validation des rapports techniques (et financiers) avant leur transmission à VSF B, participer plus activement dans les missions de monitoring, appuyer l'équipe de projet (en début de projet) pour la mise en place des outils de collecte de l'information pour renseigner les IOV.

Au niveau des partenaires VSF B et Karkara : fixer les dates des rencontres à l'avance pour faire le point d'avancement régulier du projet ; prévoir d'autres réunions à l'initiative du chef de projet, besoin pour les deux ONG de produire un outil de monitoring partagé et dont la mise en œuvre est simple.

6.2 La gestion financière du projet : procédures, outils, résultats

VSF B est responsable vis-à-vis de la coopération belge (qui est le bailleur de fonds principal du projet) de la gestion financière du projet. Conformément à la convention entre les deux ONG (VSF B et Karkara), le budget annuel est proposé par Karkara à VSF B ; les demandes de trésorerie de Karkara à VSF B sont trimestrielles. Les fonds avancés pour un trimestre doivent avoir été justifiés avant d'obtenir le versement relatif au trimestre suivant. Ce système a bien fonctionné de l'avis de VSF B, de Karkara et du PLSN.

6.3 La gestion des moyens du projet

Le matériel du projet a été géré de façon satisfaisante : notes de service fixant les conditions d'utilisation des véhicules appliquées, carnet de bord des véhicules, matériel informatique en bon état.

Tableau 4 : Matériel du projet LSN

Matériel	Etat
Véhicule Pick up 4X4	Etat moyen
Moto DT (2)	Bon état
Ordinateurs en poste fixe (5)	4 en Bon état, 1 état moyen
Imprimante (2)	Bon état
Ordinateurs portables	1 en bon état
Photocopieuse (1)	Bon état
Réfrigérateur (1)	Bon état
Etuve (1)	Bon état
Centrifugeuse (1)	Bon état

6.4 Adéquation moyens du projet / activités

Comme il est indiqué plus haut, le lancement du projet LSN a été difficile en raison d'un premier recrutement inadéquat. Les retards pris dans le lancement des activités du projet ont conduit au recrutement d'un deuxième vulgarisateur ; le recrutement d'une assistante comptable a définitivement mis fin aux difficultés rencontrées dans la justification de certains fonds. Ces recrutements successifs ont permis d'ajuster le personnel du projet aux exigences de délai et de qualité.

Les moyens matériels sont jugés par l'équipe du projet comme suffisants pour la réalisation de leurs missions.

Le projet Lait Sain pour le Niger a contribué à la prise en charge des frais de structure de l'ONG Karkara. Sur les trois ans du projet, la contribution totale du projet est estimée à 6 732 360 FCFA (10 263 euros) soit 187 010 FCFA (285 euros) par mois. Ce montant permet de couvrir les charges de structure dans les proportions suivantes : 20 % du salaire du responsable de la CAPEN, 20% de l'adjoint du responsable de la CAPEN, 6,6 % du salaire du Secrétaire exécutif, 6,6 % du salaire du responsable administratif et financier, 6,6% du salaire de la secrétaire.

La contribution du projet LSN à la couverture des charges de structure est jugée insuffisante par Karkara. Habituellement, l'ONG perçoit entre 7 et 10% du coût des projets. Dans le cas du projet LSN, ce ratio n'est que de 3,6%.

Recommandations

La participation conjointe des partenaires responsables de la mise en œuvre du projet (ici Karkara, et VSF B) est souhaitable dans le recrutement du personnel clé du projet (chef de projet notamment). Elle permet de constituer une expertise plus consistante en matière de recrutement. Elle aide aussi à clarifier, au niveau des deux partenaires, les éventuels besoins d'appui et d'accompagnement du personnel clé du projet.

Par ailleurs, le suivi du personnel clé en phase d'essai puis pendant le déroulement du projet peut être fait à partir d'une grille d'évaluation (et d'autoévaluation). Karkara dispose d'outils de suivi des performances des salariés (notamment les chefs de projet). Il est souhaitable que de tels outils soient utilisés pour suivre et accompagner le personnel clé.

L'ajustement du niveau de participation du projet à la couverture des charges de structure de Karkara est également nécessaire. Un tel ajustement peut être envisagé après un échange entre Karkara et VSF B.

6.5 La contribution des bénéficiaires comme élément de l'efficience

Pour certains appuis financiers ou matériels du projet, les bénéficiaires ont contribué entre 15 et 40 % du coût total soit en numéraires soit en nature : « siège » du groupement des collecteurs de Koira Tégui, bâtiments/équipements et fond de roulement de la minilaiterie de Ballitari (à Koira Tégui), fonds de roulement pour l'achat d'intrants en faveur du groupement de productrices de Yantala Bas. Les conditions de cession des kits d'hygiène sont : subvention de 60% du projet et apports de 40% des bénéficiaires. En ce qui concerne les vélos, les bénéficiaires remboursent 100% du prix de revient. Cette ressource est récupérée pour l'achat d'autres vélos qui seront placés dans les mêmes conditions.

6.6 Ratio coût / efficacité

Le projet Lait Sain pour le Niger a coûté environ 28 180 FCFA par bénéficiaire direct touché (1 897 éleveurs formés, 4030 éleveurs sensibilisés). Les investissements et formations en faveur des bénéficiaires représentent 64% du budget de l'action. Ce qui est un bon ratio pour ce type de projet (basé sur le renforcement des capacités, la concertation et « peu » d'investissements physiques)

Tableau 5 : Budget réalisé 2005 – 2007

Rubriques	Budget total réalisé en euros	Budget total réalisé en FCFA	En % du budget réalisé
1. Frais de préparation	2 000	1 311 914	0,8%
2. Frais d'investissement			
2.1 Infrastructures et équipement	63 030	41 344 825	24,8%
2.2 Fonds de crédit	24 576	16 121 101	9,7%
Sous total 2	87 606	57 465 926	34,4%
3. Frais de fonctionnement			
3.1 Frais de fonctionnement général	48 470	31 794 216	19,0%
3.2 Frais de formation	26 536	17 406 285	10,4%
Sous-total 3	75 006	49 200 501	29,5%
4. Frais de personnel	-	-	0,0%
4.1 Personnel local	57 942	38 007 710	22,8%
4.2 Personnel expatrié	8 000	5 247 656	3,1%
Sous-total 4	65 942	43 255 366	25,9%
5 Autres	2 991	1 961 862	1,2%
SOUS-TOTAL 1 à 5	233 545	153 195 569	91,7%
6. Frais administratifs			
6.1 Frais administratifs au sens strict	19 705	12 925 462	7,7%
6.2 Evaluation	1 396	915 770	0,5%
Sous-total 6	21 101	13 841 232	8,3%
TOTAL	254 646	167 036 801	100,0%

VII. EFFICACITE et Analyse des activités

7.1 Les formations

Le projet a réalisé en faveur des éleveurs et de leurs groupements deux catégories de formations :

- celles visant à améliorer leurs capacités techniques en hygiène du lait, en santé animale et en transformation du lait (fabrication de fromage) ;
- celles visant à améliorer leurs capacités organisationnelles (vie associative).

Tableau 6 : Formations réalisées et nombre de bénéficiaires

Libellé	2006	2007	Total
Hygiène du lait	111		111
Hygiène de la traite		243	243
Hygiène de l'environnement		15	15
Hygiène de la collecte		370	370
Hygiène et utilisation des kits		247	247
HACCP		29	29
Santé animale	750	76	826
Technologie fromagère		13	13
Vie associative		36	36
Voyage d'étude		7	7
Total	861	1 036	1 897

Source : PLSN

a) Les formations techniques

Actions menées

Trois thèmes techniques intéressant un grand nombre d'éleveurs ont fait l'objet des formations :

- la santé animale (déparasitage et prophylaxie) ;
- l'hygiène du lait (traite, collecte, conservation) et de l'environnement ;
- la transformation (fabrication du fromage).

Quatre modules de formation simples et adaptés ont été conçus et développés sur les thèmes « santé animale » et « hygiène du lait ». Ces formations ont été réalisées à l'occasion de courtes sessions théoriques puis pratiques et de voyages d'études.

Les formations ont été dispensées pour l'essentiel par l'équipe du projet. La formation des productrices en technologie fromagère a été assurée par une volontaire de VSF-B. Un consultant a réalisé les formations en méthode HACCP (en ciblant les points critiques).

Au total, le projet a formé 1 861 productrices / producteurs laitiers et collecteurs en santé animale, en hygiène et technologie laitière entre 2006 et 2007.

Analyse et appréciation

- Au niveau de l'utilisation/utilité des inputs des formations

Les connaissances apprises, à l'occasion des formations en santé animale, qualité et l'hygiène du lait, ont été très utiles dans les pratiques des éleveurs. La totalité des producteurs rencontrés affirment en appliquer les contenus et apprécient les résultats atteints.

La production et la mise en marché du fromage étaient programmées pour le mois de mars 2008. Toutefois, les dates prévues ont peu de chances d'être respectées en raison des faibles disponibilités en lait en cette période de l'année.

- Au niveau des outils / processus de formation

Les aspects suivants sont clairement apparus comme des points forts des formations :

- Une adéquation entre le contenu des formations et les difficultés des éleveurs ;
- Un processus d'élaboration des supports de formation adapté : termes de référence par PLSN, appui de Karkara sur les contenus, les illustrations, validation/ testing par les groupes cibles puis utilisation / diffusion des supports.
- Une démarche de formation de masse sur des thèmes simples intéressant une large majorité des éleveurs : santé animale, hygiène du lait (production, conservation, transformation).

Dans la perspective de relayer les activités du projet, certaines parties prenantes comme GAJEL regrettent de n'avoir pas été suffisamment associées aux formations des éleveurs. Il faut noter qu'il s'agit de formations techniques nécessitant une certaine expertise que n'ont pas forcément tous les partenaires du projet.

Recommandations

Dans la perspective d'une nouvelle phase du PLSN ou d'actions d'accompagnement, il est souhaitable de définir les éléments d'appréciation des impacts perceptibles des formations au niveau individuel (mise en pratique des acquis de la formation par les bénéficiaires) et collectif. Les éleveurs de référence identifiés grâce à cette méthode peuvent, dans un premier temps, être « renforcés » au niveau des insuffisances constatées ; dans un deuxième temps, ils peuvent être mobilisés pour la formation de leurs pairs, notamment sur les aspects pratiques.

b) Renforcement de capacité organisationnelle des producteurs et des collecteurs

Actions menées

Le projet a assuré la formation des groupements de producteurs et de collecteurs à la vie associative en lien avec l'Association GAJEL sous forme de prestation de service.

Analyse et appréciation

Cette action a permis la structuration des producteurs et collecteurs en associations juridiquement reconnues dont :

- 14 groupements de producteurs sur 15 encadrés (le processus de structuration du quinzième est en cours) ;
- 4 groupements de collecteurs sur 4 (2 disposent de points de collecte dont un construit avec l'appui du projet).

Les groupements de producteurs sont pour la plupart suscités par le projet ; ils sont jeunes et n'ont pas assez d'expériences en matière de vie associative. La plupart des bénéficiaires ne peuvent justifier la création des organisations. Il y a une confusion manifeste entre l'objet recherché par PLSN et la perception/ compréhension de certains producteurs. A ce stade, il n'est pas évident que les groupements constitués soient capables à eux seuls d'organiser la mise en œuvre d'activités pertinentes pour leurs membres. C'est ainsi qu'à Koira Tégui, le groupement de producteurs / collecteurs de lait veut transformer son « siège » en centre de collecte de lait (et de lieu de transit du lait actuellement acheté par la minilaiterie). Ce qui ne manque pas de créer des peurs (fondées) chez les femmes de la mini laiterie de Ballitari qui éprouvent déjà quelques difficultés à sécuriser leur approvisionnement en lait local.

Par ailleurs, les groupements de collecteurs ont été créés à l'initiative et à la demande du cadre de concertation des acteurs de la filière lait. Mais les objectifs et les activités autour desquels se cristalliseront les groupements de collecteurs ne sont pas bien clairs pour les bénéficiaires. L'impression est grande que les éleveurs ne seraient pas suffisamment « partie prenante » de leur organisation. Les quelques formations réalisées par GAJEL pour le compte du PLSN ne peuvent suffire à impulser de réelles dynamiques associatives.

L'exemple du groupement Baalaka appuyé par CLN semble être un exemple intéressant à connaître. La clarté des objectifs et le retour sur « investissement » rapide que peuvent avoir les producteurs sont autant de facteurs d'appropriation du groupement par les bénéficiaires. (voir encadré).

La CLN et le groupement Baalaka : des objectifs clairs

Afin de sécuriser ses approvisionnements en lait local, la CLN a appuyé la création d'un groupement mixte producteurs/ collecteurs nommé « Baalaka ». Le groupement a ouvert un compte dans une institution de microfinance. Les producteurs sont intéressés à bénéficier d'emprunts pour acheter de l'aliment concentré pour le bétail. CLN apporte sa caution aux prêts contractés par les producteurs avec comme garantie les livraisons mensuelles ou hebdomadaires de lait. Dans le cas du groupement « Baalaka », la plus value qu'apporte le groupement à ses membres est claire ; l'adhésion et le portage de l'organisation sont d'autant plus facilités. La précaution à prendre dans un tel système est d'éviter de surendetter les producteurs à cause d'une inadéquation entre le niveau de crédit « aliment bétail » et leur capacité de remboursement (liée à la production de lait et la capacité des laiteries à ramasser cette production).

Recommandations

- Un renforcement de la capacité organisationnelle des groupements de producteurs et de collecteurs mis en place est nécessaire. En plus des fonctions techniques actuelles, il y a lieu de renforcer et d'accompagner ces organisations sur les aspects liés à la vie associative et former les responsables à leurs fonctions / rôles. Cet accompagnement devra être orienté de façon à définir avec les membres des organisations les activités autour desquelles se cristalliseront leurs organisations. Une articulation peut être recherchée avec GAJEL pour réaliser l'accompagnement des groupements dans le court et moyen terme.
- A Koira Tégui : organiser une rencontre de clarification avec les producteurs/ colleteurs sur l'objet de l'appui du PLSN pour l'acquisition d'un siège ; informer les transformatrices de la minilaiterie et au besoin organiser après une rencontre conjointe avec les deux parties.

7.2 La sensibilisation

Actions menées

D'un point de vue quantitatif, les actions réalisées sont significatives. 45 sites (pour 28 prévus) ont été couverts et près de 4 030 collecteurs/ éleveurs ont été touchés par les sensibilisations collectives sur l'hygiène du lait (traite, collecte, transformation) et la santé des animaux (prophylaxie et déparasitage).

Des supports visuels adaptés ont été élaborés sur ces deux thèmes. Un support audio-visuel a été produit et validé ; il sera prochainement diffusé auprès des bénéficiaires.

Analyse et appréciation

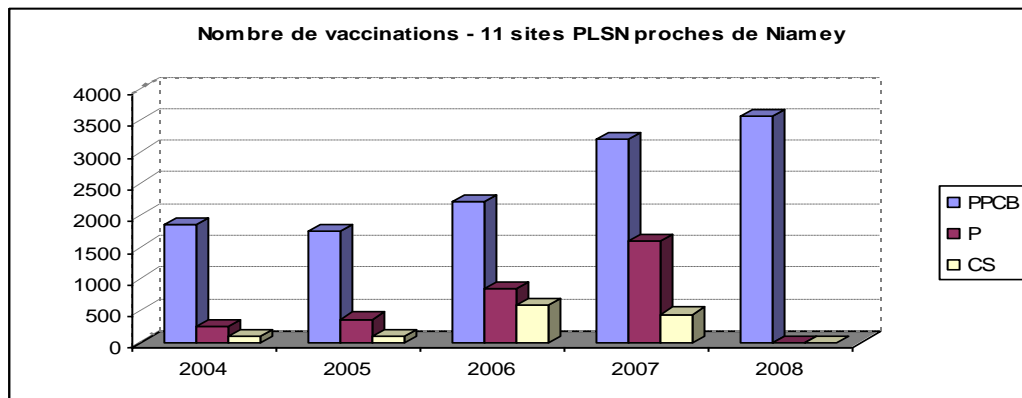
Des différents entretiens conduits, on retient que les sensibilisations ont favorisé :

- a. Une amélioration de la santé des animaux se traduisant par une augmentation des chiffres de vaccination non seulement dans la zone d'intervention du projet mais au-delà. Dans la Communauté urbaine de Niamey, le taux de couverture vaccinale est passé de moins de 3% en 2005 à 37% à l'issue de la campagne 2006. A la même période en 2007, il était de l'ordre de 54% dans les 14 sites d'intervention du projet. Ces données ne tiennent pas compte des vaccinations réalisées sur les sites APPLN. Les résultats provisoires de la campagne en cours dans les 11 sites autour de la Communauté urbaine de Niamey indiquent la réalisation de 3573 vaccinations contre la PPCB ; 1171 vaccinations contre la même affection ont été réalisées dans les 3 sites de la zone de Say-Kollo où intervient le mandataire (cf. figures 1 et 2).
Les données définitives concernant la vaccination contre la pasteurellose et le charbon symptomatique ne sont encore disponibles. Néanmoins le taux de couverture vaccinale à ce niveau dépasse les objectifs fixés (80%) (Source LSN).

Le vétérinaire mandataire et les services techniques rencontrés soutiennent qu'il y a une adhésion progressive des producteurs au processus de vaccination. Un des sites (Louayé),

habituellement réfractaire à la prophylaxie de masse, a volontairement construit son parc de vaccination en 2007.

Figure 1 : Evolution du nombre de vaccinations dans la CUN



Source : rapports des campagnes de vaccination de 2003 à 2007 de la DDRA de Niamey

Légende : PPCB : vaccination contre la péripneumonie contagieuse bovine, P= vaccination contre la pasteurellose CS = vaccination contre le charbon symptomatique

Les données PPCB de 2008 sont provisoires (la campagne est toujours en cours)

Tableau 7 : Evolution du nombre de vaccinations contre la PPCB dans la zone de Kollo-Say⁴

Maladies	2006	2007	2008 (provisoire)
Total PPCB	115 000	100 000	160 227
Dont sites PLSN			
Diabati		300	621
Gassalbody		200	350
Birizamzam		100	200

Source : rapports des campagnes de vaccination mandataire Say-Kollo (2006 et 2007)

La vaccination de porte à porte est appréciée par les éleveurs. Sur certains sites, les éleveurs consentent à payer pour la contention des animaux⁵. Toutefois, la vaccination de porte à porte est lourde, inefficace et peu durable. Ce mode d'intervention limite en général le rayon d'action et génère des coûts logistiques difficilement supportables par un vétérinaire privé. C'est pourquoi l'activité risque de s'arrêter quand il n'y aura plus la « facilitation » du projet. Néanmoins, il faut signaler qu'elle a fortement contribué à l'insertion du vétérinaire privé dans le milieu des éleveurs et a suscité leur intérêt pour la vaccination.

Quant au plan de prophylaxie (vaccinations, déparasitages), les avis des éleveurs sont partagés. Certains soutiennent qu'il est adapté et qu'ils l'appliquent. D'autres éleveurs jugent son coût prohibitif (en moyenne 2000 à 2500 f cfa/an/vache). Ce qui explique en partie le faible niveau d'application des autres actes indiqués dans le plan de prophylaxie en dehors de la prophylaxie de masse contre la PPCB.

⁴ Dont 3 sites PLSN (cette année)

⁵ En plus des 100FCFA par animal pour la PPCB, l'éleveur verse 50 F de contention par animal à la personne chargée de cette tâche.

- b. Une amélioration de la qualité du lait : les analyses et contrôles de qualité du lait effectués par le projet montrent globalement une amélioration de sa qualité physico-chimique (PH, densité). Par contre, des taux importants de lait positifs au test de mammites ont été constatés en 2007.

Recommandation

Les résultats obtenus dans la vaccination sont remarquables. Toutefois, il est clairement ressorti des entretiens qu'il est difficile de réaliser durablement des campagnes de vaccination en faisant du porte à porte. De façon raisonnable, on peut envisager les évolutions suivantes :

- Pour le court terme : les rencontres pour l'organisation des campagnes de vaccination peuvent être animées par le service local des ressources animales. Elles associeront les vétérinaires et les représentants des éleveurs. Ces derniers estiment pouvoir servir de relais auprès de leurs mandants pour la préparation des campagnes de vaccination. A défaut des réunions préalables, les groupements de producteurs déclarent qu'ils feront le lien entre les vétérinaires et les producteurs pour l'organisation des campagnes de vaccination. Le dispositif fonctionne actuellement selon cette organisation.
- Pour le moyen terme : les vaccinations peuvent être organisées dans des parcs de vaccination ou autour des puits pastoraux (existants ou à construire). La construction de ces nouvelles infrastructures (parcs de vaccination ou puits pastoraux) est à négocier avec les collectivités locales (communes) avec la possibilité de les insérer dans leur programme de développement communautaire. On pourra s'inspirer de l'expérience du projet APPLN qui a construit deux parcs de vaccination autour de Niamey (dont un à Gourou Kirey/ site conjoint d'intervention de PLSN) qui fonctionne bien pour l'organisation des campagnes de prophylaxie. C'est d'ailleurs au niveau de ce parc de Gourou Kirey qu'a eu lieu le lancement officiel de la campagne nationale de vaccination en cours.

7.3 Les appuis matériels

Actions menées

Le projet a fourni aux éleveurs des kits d'hygiène de traite, de collecte et de conservation du lait ainsi que des kits d'hygiène de l'environnement.

Analyse et appréciation

- Au total 150 kits d'hygiène du lait ont été distribués dans 13 sites à titre pilote. La remise des équipements aux 2 sites restants est programmée avant la fin du projet.
- En plus des kits d'hygiène du lait, le PLSN a mis à la disposition des membres des mêmes groupements des kits d'hygiène de l'environnement à titre pilote.

La CLN et la Laitière du Sahel ont aussi bénéficié de matériel de contrôle de la qualité du lait, des kits d'hygiène de lait et de l'environnement à titre pilote pour former leurs collecteurs.

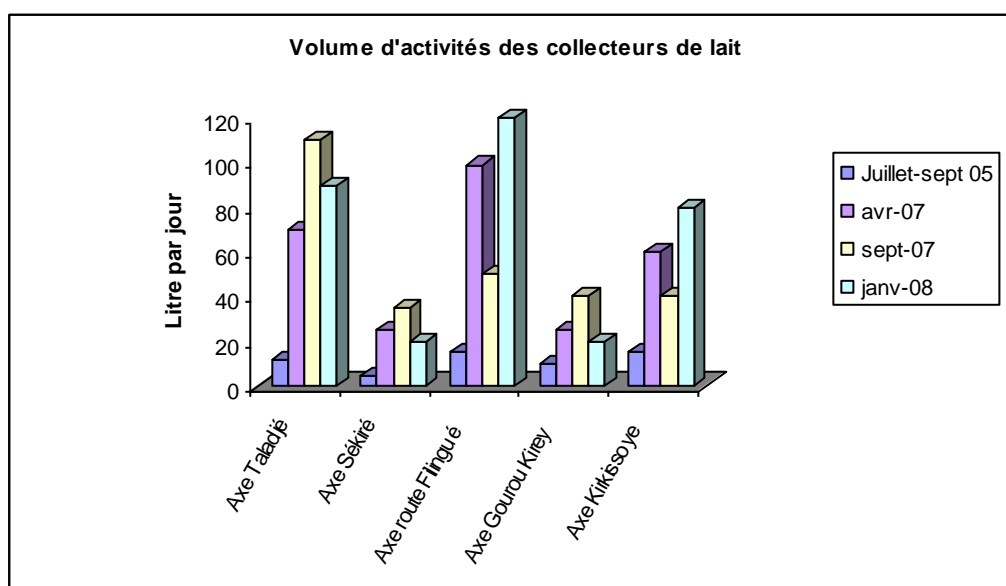
Afin de faire profiter un plus grand nombre de collecteurs et d'éleveurs de ces outils, leur gestion (distribution et recouvrement des remboursements) a été cédée à Gajel Sudubaba (5 sites) et Debbo (2 sites) conformément à un protocole d'accord. Les matériels sont subventionnés par le projet et cédés à crédit. Les sommes recouvrées serviront à équiper d'autres éleveurs. Le taux de remboursement actuel est de l'ordre de 80% dans les sites suivis par GAJEL.

Dans le but d'augmenter le volume de lait à transporter et pouvoir respecter les heures de livraison, 5 vélos ont été distribués aux collecteurs. 16 autres seront fournis avant la fin du projet. Les vélos doivent être remboursés intégralement. Dans les groupements suivis par GAJEL le remboursement est effectif. Debbo n'a pas été impliqué dans la gestion des vélos parce qu'elles ne sont pas structurées de manière à assurer un bon suivi. Le projet gère directement avec les groupements bénéficiaires. Les taux de remboursement au moment de l'évaluation sont respectivement de 100% pour le groupement de Sékiré, 100% pour le groupement de Talladjé et 70% pour le groupement de route Filingué. En fin de projet la gestion de tout ce fonds sera confiée à GAJEL.

Il est à noter que les protocoles, régissant les modalités de remboursement entre les bénéficiaires et les Associations GAJEL et Debbo, ne précisent pas clairement les dispositions pratiques à prendre en cas de non remboursement.

La mise à disposition des matériels est bien appréciée par les producteurs et les collecteurs. Globalement ces actions ont permis de limiter la perte du lait grâce à l'amélioration des conditions d'hygiène au niveau de la traite et de la collecte et ont favorisé l'augmentation du volume de lait transporté à vélos (cf. figure 6) et une livraison plus rapide au niveau de la laiterie (respect des heures de livraison : 10 h 30 au plus tard à la CLN – voir figure 7).

Figure 2 : Evolution des volumes d'activités des collecteurs



Source : Données PLSN

Malgré les efforts fournis au moment de la traite et dans les délais d'acheminement du lait, les collecteurs utilisent toujours des bidons à col étroit bien que cela constitue un point critique de la méthode HACCP diffusée.

Recommandation

- Rechercher des bidons à col large pour la collecte de lait : bidon recyclé lavé et mis à disposition par le projet selon des modalités similaires au kit d'hygiène ;
- Définir clairement les modalités de remboursement et les dispositions pratiques à prendre en cas de non remboursement entre les associations (GAJEL et Debbo) et les bénéficiaires.
- Par rapport à l'amélioration de la qualité du lait, il faut nécessairement intégrer des activités spécifiques pour la maîtrise des mammites.

7.4 Les appuis financiers

Le projet a appuyé financièrement les associations féminines de Yantala bas et Koira Tégui. Il a également contribué à la construction des sièges de deux groupements de producteurs et d'un groupement de collecteurs.

Tableau 8 : Appuis financiers et apports des femmes de Koira Tégui

Libellé	Coût en FCFA	Apports des bénéficiaires	Apports du projet
Bâtiments	1 540 000	14,5%	85,5%
Equipements	132 000	15,2%	84,8%
Kits hygiène	100 000	40,0%	60,0%
Fonds de roulement	50 000		100,0%
Total	1 822 000	15,6%	84,4%

Tableau 9 : Appuis financiers et apports des collecteurs de Koira Tégui

	Coût en FCFA	% du coût total
Apports des bénéficiaires	1 025 780	39,7%
Apports du projet	1 557 800	60,3%
Total	2 583 580	10000,0%

Tableau 10 : Appuis financiers et apports des productrices de Yantala Bas

	Coût en FCFA	% du coût total
Apports des bénéficiaires	100 000	25,0%
Apports du projet	300 000	75,0%
Total	400 000	100,0%

Les appuis financiers du projet sont adaptés puisqu'ils ont joué un effet de levier sur la contribution des bénéficiaires et répondent à des besoins conjointement identifiés avec les bénéficiaires.

7.5 La production documentaire

Le PLSN a produit un nombre important de documents : documents de formation, fiches de suivi, rapports d'études, publications (cf. annexe 5).

Il est envisagé de réaliser un travail de capitalisation et de mise en forme de cette production documentaire.

7.6 Renforcement de Karkara

Le projet a doté l'ONG Karkara de matériel lui permettant de réaliser quelques analyses.

La mise en œuvre du projet a permis à Karkara de renforcer son expertise sur la filière lait et d'être un acteur important dans les réflexions en cours sur le développement du secteur laitier.

On peut ajouter la participation aux charges de structure de Karkara (voir page 17).

7.7 Le niveau de réalisation des objectifs et des résultats

Objectif global

	Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Résultats atteints	Appréciation
Objectif Global	La sécurité alimentaire des ménages de Niamey est améliorée	* En 2007, la commercialisation de lait de bonne qualité par les collecteurs concernés par l'action est augmentée de 25%	Données en cours de collecte par un étudiant pour la fin du projet	Non disponibles
			Données du projet / suivi des volumes d'activité des collecteurs : hausse des volumes de 3 à 9 fois entre sept 05 et sept 07 (voir tableau 10 suivant).	Forte croissance des volumes d'activités de 5 collecteurs ; résultats atteints chez les collecteurs suivis (tableau 11).

Tableau 11 : Ratio Volume des collecteurs en sept 07/ sept 05

	Sept 07 / Sept 05
Axe Taladjé	9
Axe Sékiré	9
Axe route Filingué	3
Axe Gourou Kirey	4
Axe Kirkissoye	3

Source : Données PLSN

Objectif spécifique

	Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Résultats atteints	Appréciation
Objectif spécifique	La qualité hygiénique du lait est améliorée et permet une meilleure rémunération des producteurs	* En 2007, au moins 1300 petits producteurs de lait ont augmenté leurs revenus de la vente du lait d'au moins 15%.	Données en cours de collecte par un étudiant pour la fin du projet	Données non disponibles
		* En 2007, à Niamey, le taux de lait rejeté par les laiteries passe de 30% à moins de 15%	Entretien CLN : CLN déclare un taux de rejet de l'ordre de 50-60 % avant la collaboration avec le projet et 20% en début 2008.	Absence de situation de référence
				Bon niveau de réalisation au niveau de CLN ; toutefois, ces données sont très partielles par rapport aux volumes traités par les laiteries de Niamey

Le taux de refus du lait par les laiteries a considérablement diminué. A la CLN, il est passé de 50-60% à moins de 20% (déclarations d'un salarié de CLN) ; au niveau des collecteurs suivis (5 collecteurs) par le PLSN, le taux de rejet est passé de 10 à 20 rejets/ mois en 2005 à l'absence de rejet en 2007 (source PLSN). Les données fournies par le PLSN doivent être nuancées d'autant que certains collecteurs interviewés déclarent des cas de rejet de lait en saison chaude ; ce qui paraît

logique dans la mesure où la flore microbienne du lait est plus active en saison chaude qu'aux autres périodes de l'année. On peut ajouter que nombre d'échantillons de lait étaient positifs au CMT (test mammites) en 2007 (cf. figures 3, 4 et 5).

Tableau 12 : Fréquence de rejet du lait

	Juillet-sept 05	avr-07	sept-07	janv-08
Axe Taladjé	10 à 20 fois par mois	0	0	0
Axe Sékiré		0	0	0
Axe route Filingué		0	0	0
Axe Gourou Kirey		0	0	0
Axe Kirkissoye		0	0	0

Source : PLSN

Les résultats

Résultat 1

Les IOV du résultat 1 sont atteints.

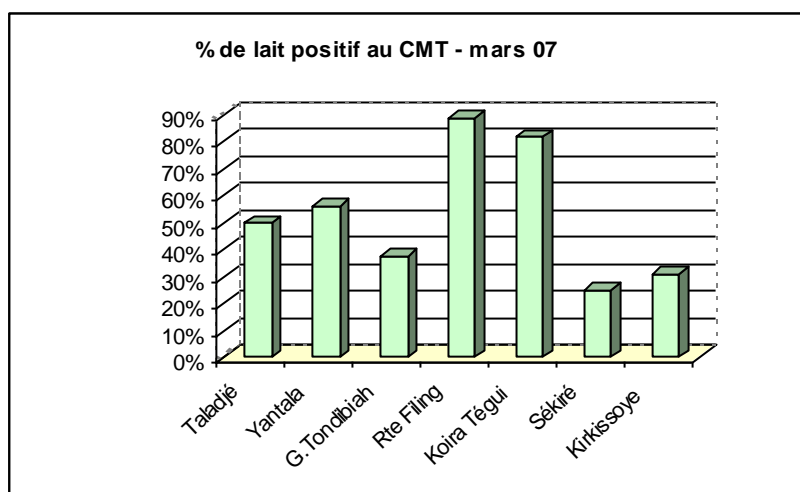
Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Résultats atteints	Appréciation
R I : La couverture sanitaire des troupeaux est assurée	En 2007, une stratégie de prophylaxie commune est adoptée par les différents projets et mise en œuvre sur au moins 28 sites	La stratégie de prophylaxie a été adoptée par APPLN (seul projet en cours jusqu'en 2007) ; stratégie de prophylaxie mise en œuvre sur 45 sites	Bon niveau de réalisation
	* En 2007, dans la zone de Niamey, 80% des vaches laitières touchées par le programme bénéficient de l'ensemble des traitements prophylactiques	Le taux de couverture vaccinale est passé de moins de 3% en 2005 à 37% en 2006 autour de Niamey. Dans les 11 sites d'intervention directe du projet autour de Niamey, il était de l'ordre de 54% à l'issue de la même campagne. Les données provisoires de la campagne en cours sont de l'ordre de 3 573 dans la CUN et 1171 au niveau des 3 sites de la zone de Saye-Kollo. Ces données n'incluent pas les vaccins morts. Néanmoins, elles dépassent les objectifs fixés (80%)	Résultats atteints en 2007 / 2008

Résultat 2

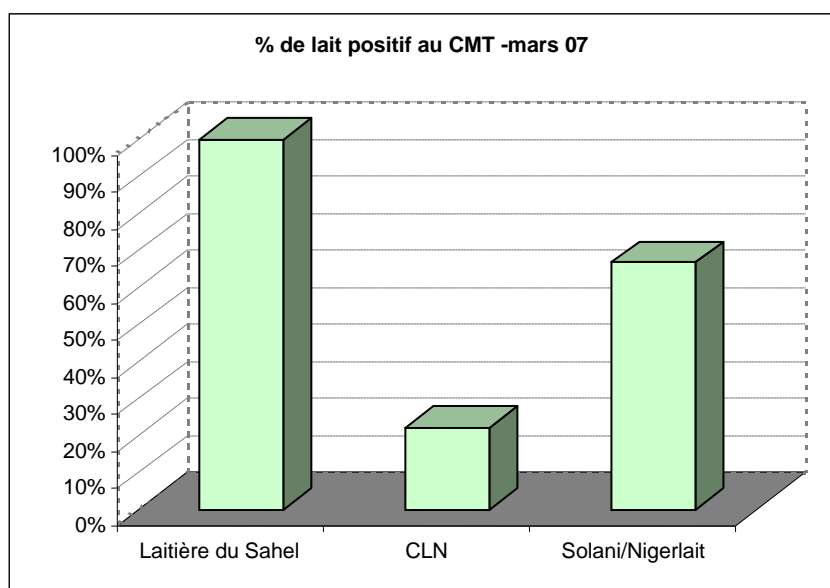
La forte proportion de laits positifs au CMT indique la présence de mammites. L'absence de signes de mammites est certes un critère de qualité du lait. Toutefois, aucune action du projet LSN n'a été spécifiquement orientée pour la maîtrise des mammites (qui sont en général des mammites subcliniques). Dans ces conditions, la non réalisation du résultat ne peut être interprétée comme la non application des mesures d'hygiène. Pour obtenir des résultats probants sur les mammites, il aurait fallu engager des actions spécifiques sur cette question ; ce qui n'a pas été le cas.

Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Résultats atteints	Appréciation
R II : L'hygiène et la conservation du lait sont augmentées	* En 2007, 80% des laits testés par le projet sont indemnes de mammite	54% des laits testés en mars 2007 étaient positifs au CMT ; en juin 2007, 85% des laits testés (20) étaient positifs au CMT. Résultats variables suivant le maillon (voir graphique ci-dessus).	Amélioration des taux de lait positifs au CMT mais le résultat n'est pas atteint.
	* En 2007, 50% des producteurs encadrés par le programme utilisent la LPS IOV revu en : tester la LPS suite au monitoring de décembre 2006	Test de LPS réalisé en mars 2008, protocole élaboré	Résultat atteint ; par contre, la durabilité de cette activité n'est pas encore précisée.

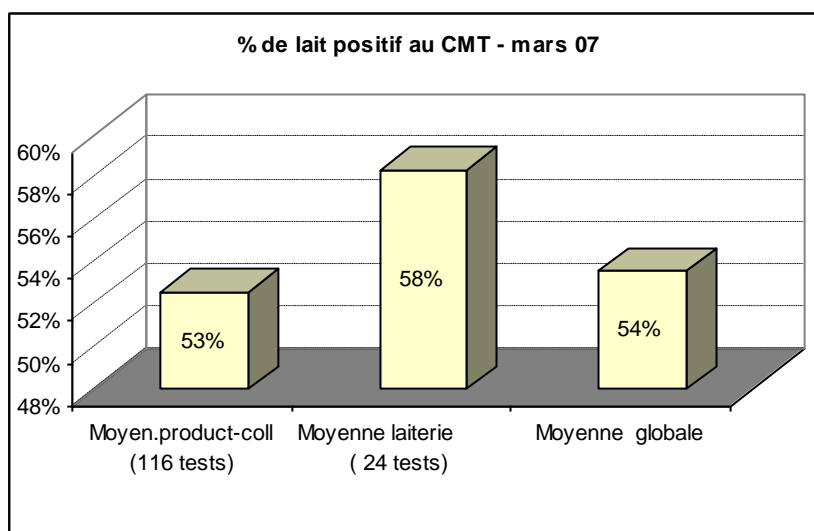
Figure 3 : Taux de lait positif au CMT au niveau de 7 sites



Source : Données PLSN

Figure 4 : Taux de lait positif au CMT au niveau de 3 laiteries de Niamey

Source : Données PLSN

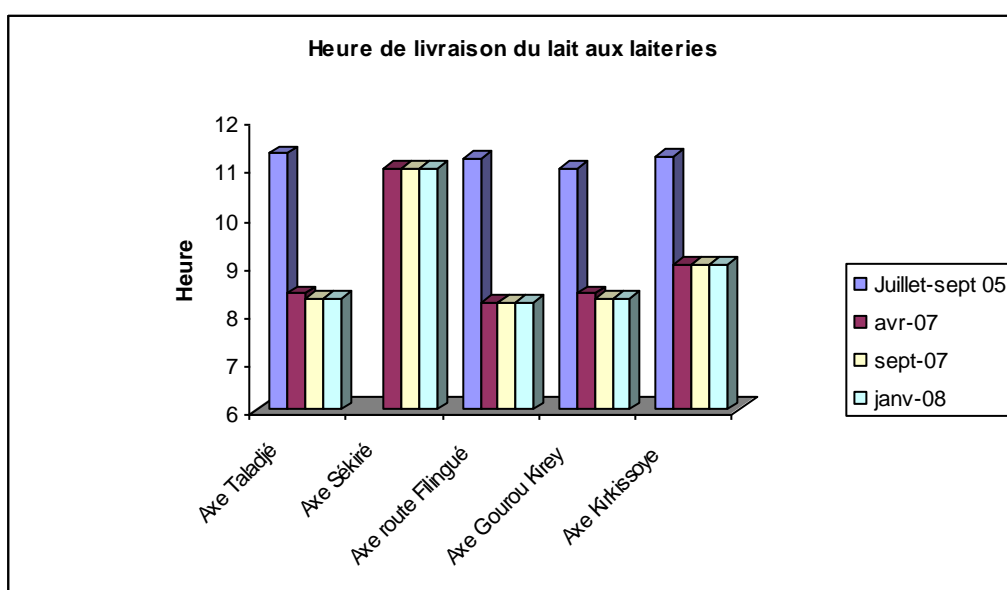
Figure 5 : Taux moyen de lait positif au CMT au niveau des laiteries et des collecteurs

Source : Données PLSN

Résultat 3

Logique interne de la prestation	Indicateurs objectivement vérifiables	Résultats atteints	Appréciation
R III : Le circuit de commercialisation du lait est opérationnel	* En 2007, un cadre de concertation regroupant les acteurs de la filière laitière est opérationnel pour la zone périurbaine de Niamey	Des réunions de concertation ont été organisées / animées par LSN ; le cadre n'est pas formalisé. En dehors des producteurs éloignés, chaque participant assure sa propre prise en charge.	Les conditions de concertation périodiques sur la santé animale et la vaccination ont été suscitées par le projet

Figure 6 : Evolution du respect des heures de livraison au lait aux laiteries



Source : Données PLSN

VIII. IMPACT DU PROJET

Les échanges avec les bénéficiaires du projet font apparaître des impacts intéressants.

8.1 Sur le plan du renforcement des capacités

- Meilleure connaissance des questions d'hygiène
- Capacité à cerner, localement, certaines causes de l'avarie du lait
- Intérêt des producteurs à se rencontrer à travers leur organisation.

8.2 Sur le plan technique

- Plus grande sensibilité des producteurs aux questions de santé ; certains producteurs font plus spontanément la démarche de solliciter le vétérinaire en cas de malaise chez un animal (au lieu de faire recours aux méthodes traditionnelles) .
- Plus grande sensibilité aux questions d'hygiène
- Evolution perceptible des pratiques de traite chez nombre de producteurs.

8.3 Sur le plan économique

- Amélioration des revenus des producteurs ; ces derniers déclarent ne plus être obligés de vendre des animaux pour acheter du son. Le revenu accru du lait suffit désormais.
- Amélioration des revenus des collecteurs à la fois grâce à la diminution des rejets par les laiteries et par la plus grande capacité à transporter du lait (par le vélo).
- Elargissement de la clientèle des vétérinaires installés dans et autour de Niamey (ceux qui ont été mobilisés par le projet).

IX. DURABILITE

9.1 Durabilité des actions : hygiène, vaccination

9.1.1 Vaccination

Les résultats obtenus dans la vaccination sont remarquables. Les opérations « porte à porte » sont novatrices et appréciées des éleveurs. Toutefois, il est clairement ressorti des entretiens qu'il est difficile de réaliser durablement des campagnes de vaccination avec ce système.

9.1.2 Hygiène

Le recul des pertes de lait pour cause de mauvaise qualité est mobilisateur pour les producteurs, les collecteurs. La plupart des producteurs et collecteurs rencontrés se déclarent prêts à renouveler sur leurs fonds propres le matériel d'hygiène et à appliquer les principales mesures d'hygiène apprises à l'occasion des formations et démonstrations du PLSN.

L'absence de prime à la qualité (au niveau des laiteries) peut, à moyen terme, être une entrave au processus d'amélioration continue de l'hygiène.

Recommandation

- Faire connaître les résultats des tests de lactopéroxydase et définir les éventuelles modalités de poursuite au cas où il y aurait un intérêt fort des producteurs et collecteurs
- Travailler étroitement avec les laiteries pour la promotion d'une prime à la qualité du lait.

9.2 Durabilité des organisations appuyées : organisations de producteurs, collecteurs, minilaiterie

Il s'agit des groupements de producteurs de lait (14), groupements de collecteurs de lait (4), et 1 groupement des femmes transformatrices de Koira Tégui

9.2.1 Sur le plan technique

Dans le cas de la minilaiterie de Ballitari, les quelques supports de gestion ne peuvent être tenus que par trois membres (sur 13) ; or celles-ci sont des femmes souvent occupées par les travaux de

famille. En conséquence, les documents ne sont pas toujours tenus à jour. Ce point peut devenir une entrave à la durabilité.

Recommandation

- Besoin de prévoir un programme d’alphabétisation de quelques personnes dans chacun des groupements ; besoin de bien définir les critères de choix de ces personnes avec les bénéficiaires et de bien cerner le rôle qui leur sera dévolu après la formation.

9.2.2 Durabilité économique

Ce point concerne les organisations qui ont (vont) initier des activités économiques comme la minilaiterie de Ballitari ou le groupement des productrices de Yantala Bas (magasin d’intrants zootechniques).

Le projet considère que la laiterie n’a pas un but économique. Elle n’aurait pas vocation à faire des bénéfices. « Son rôle est d’apporter les conditions nécessaires de facilitation et d’allègement du travail de femmes afin qu’elles arrivent à transformer plus du lait de bonne qualité ». Même si la laiterie n’a pas vocation à générer des surplus d’exploitation, son fonctionnement durable ne peut être envisagé si elle fait des pertes. Or, il semble que les revenus générés par l’activité de la laiterie ne suffisent pas à couvrir ses charges. Les productrices membres de la laiterie cotisent pour payer le gardien ou le courant électrique ; visiblement, la marge brute⁶ de 15 FCFA par litre vendu (par la laiterie) ne suffit pas à couvrir les charges. Tout se passe comme si les bénéficiaires « récupèrent » l’essentiel de la marge au point d’induire un fonctionnement déficitaire de la laiterie. Il faut dire que ces femmes ont l’habitude de cotiser pour réaliser des actions conjointes.

Les échanges avec le groupe de femmes de Ballitari ont montré que le fonds de roulement mis à leur disposition par le PLSN est largement entamé. Il n’a pas été possible d’évaluer le niveau actuel du FR puisque tous les documents n’étaient pas à jour.

Recommandations

La laiterie et le magasin d’intrants zootechniques n’ont de chance de fonctionner durablement que s’ils dégagent des bénéfices ou couvrent au moins leurs charges de fonctionnement. C’est pourquoi, il est nécessaire de

- Réaliser une étude qui précise les conditions de rentabilité ou au moins de réalisation du seuil de rentabilité de la laiterie (prix d’achat du lait, prix de vente, volume d’activités, modalités de maîtrise de la collecte de lait, les charges etc.).
- Restituer les conclusions de ces études aux bénéficiaires de l’action et décider ensemble des modalités de développement et de juste répartition de la marge entre les personnes et l’entreprise ; former les femmes et leur fournir un appui en gestion à la gestion de la laiterie.
- Entreprendre les mêmes activités avec le groupement des productrices de Yantala Bas. Les réflexions pour définir les conditions de rentabilité du FR pour l’achat d’aliment sont en cours au niveau du projet.

⁶ Ou contribution des femmes, comme il est dit par le projet

9.2.3 Durabilité financière

La contribution financière des bénéficiaires à la réalisation de certaines infrastructures ou à l'acquisition de certains équipements ou fonds de roulement est un élément favorable à leur durabilité. Cette participation, de populations pauvres, témoigne de leur intérêt pour ces actions et accroît les chances de bonne gestion des équipements et fonds constitués.

X. Synthèse des recommandations et calendrier indicatif

10.1 Pour le court terme

Dans la limite des financements disponibles et mobilisables, il est souhaitable de prolonger de trois mois la durée du projet afin de réaliser convenablement les activités suivantes.

Hygiène	Rechercher des bidons à col large pour la collecte de lait
	Mettre à disposition des collecteurs des bidons à col
	Réaliser les formations pratiques sur la LPS
	Faire connaître les résultats des tests
	Identifier les modalités de poursuite de l'activité LPS si intérêt des éleveurs
Appui aux organisations	Former les responsables des organisations à leurs fonctions / rôles.
	Accompagner toutes les organisations sur la vie associative
	Réaliser une étude de rentabilité
	Restituer les conclusions de ces études
	Convenir avec les bénéficiaires des modalités de développement
	Former les femmes (3 personnes par organisation par exemple) en gestion
	Fournir un appui en gestion
	Définir clairement les modalités de remboursement des équipements (GAJEL – organisations de collecteurs)
	Définir clairement les dispositions pratiques en cas de non remboursement. (GAJEL – organisations de collecteurs)
Capitalisation	Mettre en forme les travaux en cours
	Capitaliser les principaux résultats du projet
IOV	Renseigner les IOV du cadre logique pour la fin du projet

10.2 Pour le moyen terme

Suivi du projet	Systématiser la validation en interne des rapports
	Participer activement aux missions de monitoring
	Appuyer l'équipe du projet pour la mise en place d'outils de suivi des IOV
	VSF B et Karkara : organiser des rencontres régulières pour faire le point d'avancement
	VSF B et Karkara : produire un outil de monitoring partagé
	Participation des partenaires responsables du projet (Karkara et VSF B) au recrutement du personnel clé
	Karkara : utilisation des outils de suivi des performances du personnel
	Ajuster le niveau de participation du projet à la couverture des charges de structure de Karkara.
Santé animale	Lancer des réflexions pour l'organisation des vaccinations dans des parcs
Hygiène	Réfléchir avec les laiteries sur la mise en place d'une prime qualité.
	Prévoir des activités spécifiques pour la maîtrise des mammites ou rechercher des synergies avec d'autres intervenants
Appui aux organisations	Alphabétiser quelques personnes dans chacun des groupements
	Accompagner toutes les organisations sur la vie associative
Formation	Définir les éléments d'appréciation des impacts perceptibles au niveau individuel (mise en pratique des acquis de la formation par les bénéficiaires) et collectif
	Identifier les éleveurs de référence mettant en pratique les innovations proposées
	Renforcer leur capacité en vue de les mobiliser pour la formation de leurs pairs.
Cadre de concertation	Appui à l'organisation des concertations

Ces activités sont, pour une partie d'entre elles, prises en compte dans le document de formulation de la deuxième phase du projet.

XI. Bilan final

11.1 Bilan global de la prestation

Malgré les insuffisances en première année, on peut dire que l'action « Lait Sain pour le Niger » est un projet globalement bon.

Ce projet a eu comme points forts sa conception, sa pertinence, son efficience, l'efficacité des activités et des impacts. Les principaux points faibles concernent l'efficacité des résultats intermédiaires et des objectifs, et de la durabilité de certains acquis. Les conclusions importantes que l'on peut retenir des critères d'évaluation sont reprises ci-dessous.

- **Conception** : La problématique sur laquelle est intervenue le Projet lait Sain pour le Niger a été bien identifiée. Le processus de conception du projet a associé les éleveurs.
- **Pertinence** : Le projet Lait Sain pour le Niger a un bon niveau de pertinence en ce sens qu'il a mené des actions en réponse à des contraintes auxquelles sont confrontés éleveurs et collecteurs périurbains de Niamey. Les problèmes aigus rencontrés par les bénéficiaires avant le démarrage du projet sont ceux sur lesquels le projet est intervenu en priorité : hygiène et qualité du lait, santé animale. Toutefois, l'alimentation des animaux en saison sèche, qui était une préoccupation importante des éleveurs n'a pas été prise en charge par le projet. Les appuis à l'organisation des éleveurs et collecteurs contribuent à structurer la profession laitière même si elles sont, spontanément, peu citées par les bénéficiaires comme réponses à leurs contraintes.
- **Efficience** : Le Projet Lait Sain pour le Niger a été particulièrement efficient eu égard à la quantité d'activités réalisées, au nombre de bénéficiaires touchés pour une équipe technique de cinq personnes (un chef de projet, 2 animateurs, une laborantine, une comptable). Les insuffisances de la première équipe ont été largement comblées par l'équipe suivante. Le projet a réalisé l'ensemble des activités prévues et presque toutes les nouvelles activités décidées à la suite des différentes missions de monitoring.
- **Efficacité** : En dehors des retards pris en première année, le projet Lait Sain pour le Niger a globalement réalisé l'ensemble des activités prévues (activités prévues dans le document projet et ajustements à la suite des missions de monitoring) juste à temps ou dans des délais raisonnables. Le projet a atteint le résultat intermédiaire 1. Le résultat 2 est partiellement atteint par la réalisation des tests de lactoperoxydase et les progrès dans le niveau des mammites. Le résultat intermédiaire 3 est partiellement réalisé par l'organisation périodique de rencontres entre les acteurs de la filière lait ; ce qui pourrait préfigurer un cadre de concertation (même informel). Toutefois, aucun acteur n'est identifié ou reconnu comme pouvant assurer le portage ou l'animation de telles rencontres à la clôture du projet.

Le système de renseignement de l'objectif spécifique ne permet pas de se prononcer sur la réalisation effective des IOV. Le travail en cours d'un stagiaire devrait permettre de combler cette lacune.

- **Impact** : Le projet Lait Sain a généré des impacts positifs importants dans les communautés de bénéficiaires : plus grande sensibilité à la prophylaxie de masse, création de liens avec les vétérinaires auxquels il est désormais fait appel plus spontanément, plus grande capacité à acheter des intrants alimentaires grâce aux revenus laitiers (augmentés).
- **Durabilité** : L'amélioration des revenus des producteurs et collecteurs de lait, grâce aux actions sur la qualité et l'hygiène du lait, est un facteur de durabilité des acquis du projet. Par le levier du revenu, on peut affirmer qu'une part importante des bénéficiaires directs du projet continuera à mobiliser les acquis du projet (normes d'hygiène, attention accordée aux points critiques, renouvellement de certains équipements etc).
La durabilité des actions de structuration des producteurs et des collecteurs est largement conditionnée à la capacité du projet et des autres partenaires à accompagner les organisations promues. De même, la durabilité des organisations à vocation économique (comme la mini laiterie ou le magasin d'intrants zootechniques) nécessite, entre autres conditions, une gestion sur des bases « économiques » durables.
- **Relation partenariale Karkara – VSF B** : La co-promotion du Projet Lait Sain pour le Niger par les ONG Karkara et VSF B a renforcé leur relation partenariale. Elle a permis, grâce à des échanges réguliers et des adaptations progressives des outils et méthodes, d'obtenir un fonctionnement globalement satisfaisant.
Lait Sain pour le Niger est le premier projet dont VSF B confie la maîtrise d'œuvre à un partenaire local. L'expérience permet, à VSF B et Karkara, de tirer des enseignements qui baliseront les modalités de co-promotion de futures actions.

11.2 Leçons apprises de la prestation

Les leçons apprises sont abordées ici comme des éléments de capitalisation de l'expérience à travers les questions suivantes :

- Quels sont les activités/méthode/outils positifs de l'expérience à mobiliser/ adapter dans de futures expériences ?
- Quels sont les activités/méthodes/outils négatifs qu'il faut éviter ou revoir profondément si c'était à refaire ?

	Aspects positifs (à reconduire/ améliorer si possible)	Aspects négatifs (à éviter / corriger si possible)
Conception du projet	Participation des bénéficiaires au processus d'identification du projet	
Mise en œuvre du projet	Participation des co-promoteurs du projet au recrutement du personnel clé	Les IOV ne sont pas bien renseignés ; ce qui rend difficile l'appréciation des performances du projet au regard du cadre logique
	Mobilisation des acteurs privés et publics autour de la santé animale	
Contenu des actions du projet		La maîtrise de l'alimentation est une condition décisive d'amélioration de la production de lait et du revenu laitier. Elle n'a pas été prise en charge par le projet puisque APPLN devait le faire. Dans ces conditions, il faut tout faire pour s'assurer que les actions de APPLN améliorent l'accès à l'alimentation. Sinon, prévoir des options alternatives.
Durabilité	Participation des bénéficiaires (en nature ou en numéraires) comme facteur d'appropriation et de durabilité	Les modalités d'accompagnement des organisations promues ne sont pas précisées en fin de projet.
		Les conditions de rentabilité des actions à caractère économique ne sont pas définies avant leur mise en place (mini laiterie, Magasin d'intrants)
		Les modalités de durabilité des organisations à caractère économique ne sont pas précisées en fin de projet (que ce soit sur les aspects économiques, la tenue des documents etc)
Production documentaire	Définir un format simple de capitalisation des expériences, outils et méthodes appropriables par l'équipe du projet	
	Lancer un processus de capitalisation plus continue pendant la vie du projet	
Relation partenariale	Organiser et renforcer le suivi périodique du projet par les deux partenaires	
	Procédures de gestion financière et de justification simples	
	Améliorer / adapter les outils de monitoring	

XII. Annexes

Annexe 1 : Calendrier de la mission

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 3 : Liste des personnes présentes à l'atelier de restitution

Annexe 4 : Documentation consultée

Annexe 5 : Documents produits par le PLSN

Annexe 6 : Mise en œuvre des recommandations du monitoring 2006

Chronogramme de la mission d'évaluation de PLSN

	Mardi 5 février	Mercredi 6 février	Jeudi 7 février	Vendredi 8 février	Samedi 9 février	Dimanche 10 février	Lundi 11 février	Mardi 12 février	Mercredi 13 février	Jeudi 14 février	Vendredi 15 février
Matin	Visite de Karkara ; Visite de VSF B ; Présentation du projet par le chef de projet, questions / réponses	Entretien avec le chef de projet, entretien avec les vulgarisateurs	Entretiens individuels avec des producteurs de lait (3)	Entretiens individuels avec 4 producteurs de lait (dont un est producteur et collecteur de lait)	- Visite de la minilaiterie de Ballitari et ISS de groupe avec les bénéficiaires	Synthèse intermédiaire des informations collectées - Bibliographie	- Entretien avec collecteur(1) et productrice (1) de lait Entretien avec VSF B, entretien avec vétérinaire partenaire	Entretien avec présidente association Debbo , Entretien avec un collecteur de lait, entretien avec le chef de projet APPIN	Entretien Karkara	Entretien collecteur route Dosso	Resitution
Après Midi	Constitution de l'échantillon par les évaluateurs et l'équipe du projet, planification des visites et ISS	Entretien avec le chef de projet, entretien avec les vulgarisateurs	- Sortie à Foulan koira et ISS avec un groupe de producteurs Entretien avec un vétérinaire impliqué dans les campagnes de vaccination	- Visites au groupement de productrices de Yantala Bas et ISS de groupe - Entretien complémentaire avec les vulgarisateurs	- Visite au groupement de producteurs de Louyé et ISS de groupe - Entretien complémentaire avec le chef de projet	Synthèse intermédiaire des informations collectées - Bibliographie	Entretiens avec collecteurs de lait (3), entretien avec DRA	Entretien avec association GAJEL	Entretien CLN, Bilan global avec équipe projet	rédaction aide mémoire	

Documents produits par PLSN

N°	Titre (sujet traité)	Domaine	Type de support	Destinataire principal	programme Observations
1	Guide de mauvaises pratiques d'hygiène	Hygiène du lait	Brochure	Producteurs laitiers	disponible
2	Guide de bonnes pratiques d'hygiène	Hygiène du lait	Brochure	Producteurs laitiers	disponible
3	Guide de mauvaises pratiques d'hygiène	Hygiène du lait	Brochure	Collecteurs du lait	disponible
4	Guide de bonnes pratiques d'hygiène	Hygiène du lait	Brochure	Collecteurs du lait	disponible
5	Référentiel sur la qualité physicochimique et microbiologique du lait dans la communauté urbaine de Niamey	Hygiène du lait	Document Word	Tous les acteurs de la filière lait	Document de capitalisation
6	Les acteurs institutionnels de la filière Lait de la Communauté Urbaine de Niamey	Structuration de la filière lait	Document Word	Projets, administration, filière	l'Institut Pratique de développement rural (IPDR-Kollo)
7	Place de la femme au sein de la filière laitière périurbaine de Niamey : aspect genre et perspectives de développement	Socio-économie	Document Word	Décideurs, projets, tous les acteurs	Mémoire de technicien de l'Institut Pratique de développement rural (IPDR-Kollo)
8	Identification des risques de contamination par la flore pathogène dans la chaîne de Production du lait cru dans la Communauté Urbaine de Niamey	Santé animale et santé publique	Document Word	Éleveurs, transformateurs du lait, acteurs de la santé publique, Projets, Chercheurs...	et soutenu publiquement par un étudiant en option laboratoire. Synthèse en cours pour publication d'un
9	Impact des pratiques d'élevage et des habitudes alimentaires sur la transmission des maladies zoonotiques en milieu urbain et périurbain : cas de la brucellose et de la tuberculose	Santé animale et santé publique	Document Word	filière, la santé publique, Projets, hercheurs...	Mémoire de fin de cycle de spécialisation du CRESA, Université de Niamey (en cours)
10	« Détermination de la prévalence de la brucellose dans les troupeaux laitiers urbains et périurbains à Niamey »	Santé animale et santé publique	Document Word	filière, la santé publique, Projets, hercheurs...	Thèse de Médecine Vétérinaire de IESMVT de Dakar (en cours)
11	Étude des résidus d'antibiotiques dans le lait cru commercialisé dans la communauté urbaine de Niamey	Santé animale et santé publique	Document Word	Tous les acteurs de la filière, la santé publique, Projets, Chercheurs...	Document réalisé et soutenu publiquement par un étudiant en option laboratoire. Synthèse en cours pour publication d'un article scientifique
12	Place de la femme dans la filière laitière périurbaine en Afrique de l'Ouest : cas de Niamey (Niger)	Recherche / Développement	Article scientifique	Acteurs de la filière lait, Chercheurs, Développeurs	Article sous presse « Revue de Médecine Vétérinaire Tropicale »
13	Caractérisation des systèmes de production laitière et analyse des stratégies de valorisation du lait en milieu rural et périurbain au Niger : Cas de la Communauté Urbaine de Niamey et de la commune rurale de Filingué.	Recherche / Développement	Article scientifique	Acteurs de la filière lait, Chercheurs, Développeurs	Article sous presse « Revue de Médecine Vétérinaire Tropicale »
14	Référentiel sur la filière lait au Niger	Document de capitalisation	Caractères imprimée	filière, décideurs, chercheurs	Document général sur les orientations en matière de la politique laitière au Niger 96979297

Liste des participants à la restitution de l'évaluation - 15 février 2007

Nom	Prénom	Fonction
Ahamet	Moustapha	Vulgarisateur LSN
Barré	Amadou Cheffou	Secrétaire Exécutif Karkara
Boukary	Abdou Razac	Chef de projet LSN
Daouda	Hamissou	Infographiste Karkara
Hamed	Ama	Vulgarisateur LSN
Mathieu	Daniel	Ex-Chef de Projet APPLN
Mme Sidi	Fatouma M	Responsable des Opérations Karkara
Saley	Seyni	Cellule communication Karkara
Sani	Mourtalla	Stagiaire Karkara
Vias	Gilles	Responsable CAPEN Karkara

Lites des personnes rencontrées

1- Personnes interviewées

Nom	Prénom	Site	Fonction
Boukary	Abdou Razac		Chef de projet
Ahamed	Moustapha		Vulgarisateur
Ama	Ahamet		Vulgarisateur
Idrissa	Boubacar	Foulan Koira / Koira Tégui	Producteur de lait
Oumar	Hima	Foulan Koira / Koira Tégui	Producteur de lait
Ousmane	Oumarou	Foulan Koira / Koira Tégui	Producteur de lait
Mahamadou	Hamadou	Foulan Koira / Koira Tégui	Producteur de lait
Boukary	Abdou	Bobiel	Producteur de lait
Sidikou	Boubacar	Gorou Kirey	Producteur de lait
Jibo	Aïssa	Yantala Bas	Productrice de lait
Bonkougou	Zéïnabou	Yantala Bas	Productrice de lait
Seïni	Fati	Yantala Bas	Productrice de lait
Bonkougou	Hado	Yantala Bas	Productrice de lait
Hamidou	Bibata	Yantala Bas	Productrice de lait
Saley	Fati	Yantala Bas	Productrice de lait
Yahoya	Zatika	Yantala Bas	Productrice de lait
Ibrahim	Aïchatou	Yantala Bas	Productrice de lait
Boubacar	Fati	Yantala Bas	Productrice de lait
Ousséïni	Maïmouna	Yantala Bas	Productrice de lait
Soumana	Zénabou	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Morou	Amina	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Oumarou	Mariama	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Soumana	Fatima	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Abdoulaye	Aïssa	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Mamoudou	Fati	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Djadjé	Zénabou	Foulan Koira / Koira Tégui	Transformatrice de lait
Bouréïma Amadou	Yaro	Kirkissoye	Producteur de lait
Oumarou	Boubacar	Sékiré peulh	Collecteur de lait
Boubei	Fouta	Bandabari	Collecteur de lait
Bouréïma	Idé	Route de Filingué	Collecteur de lait
Hamadoun	Adjara	Association Debbo	
Abdoulaye	Amadou	Louayé	Producteur de lait
Oumarou	Soumana	Louayé	Producteur de lait
Soumana	Amadou	Louayé	Producteur de lait
Boubacar	Sambo	Louayé	Producteur de lait
Hamadou	Oumarou	Louayé	Producteur de lait
Abdoulaye	Sambo	Louayé	Producteur de lait
Oumarou	Amadou	Louayé	Producteur de lait
Yéro	Marou	Louayé	Producteur de lait
Oumarou	Belko	Louayé	Producteur de lait
Oumarou	Sambo	Louayé	Producteur de lait
Abdoulaye	Soumana	Louayé	Producteur de lait
Moussa	Laya	Louayé	Producteur de lait
Abdourahamane	Oumarou	Louayé	Producteur de lait
Abdoulaye	Laya	Louayé	Producteur de lait
Sambo	Hama	Louayé	Producteur de lait
Ahamet	Moustapha	Niamey	Vulgarisateur
Hamed	Ama	Niamey	Aide Vulgarisateur
Renault	Véronique	Niamey	VSF B
Daouda	Idé	Niamey	Directeur RA Commune V
Sory	Manga	Talladje 50 m	Producteur de lait
Hamidou	Bibata	Yantala bas	Productrice de lait
Boubacar	Marou	Saga Gourma	Producteur de lait
Seyni	Hassane	Koira Tégui	Producteur de lait
Bouréïma	Balkissa Nouhou	Koira Tégui	Productrice de lait
Souley	Sido	Niamey	Directeur Régional RA
Abdou	Soumana	Goro Tondiba	Collecteur de lait
Mathieu	Daniel	Niamey	Ex- chef de projet APPLN
Tidiani	Amadou	Niamey	Président Association GAJEL
Oumarou	Belle	Niamey	Membre Association GAJEL
Diallo	Boubacar Alzouma	Niamey	Membre Association GAJEL
Oumarou	Aliou	Niamey	Vétérinaire mandataire
Bagna	Salifou	Niamey	Etudiant
Bakari		Niamey	CLN
Vias	Gilles	Niamey	ONG Karkara

2- Personnes non interviewées

Barré	Hamadou	Niamey	Sécrétaire Exécutif
Mme Sidi	Fatouma M	Niamey	Directrice des Opérations - Karkara

8.2. Conclusions et Recommandations

Volets / résultats	Conclusions		Recommandations	responsable de l'action	Urg. *1	Réalisation avant :
	Points forts	Points faibles				
santé animale	création d'un comité de suivi de l'application du programme de prophylaxie	mandat et mission peu clair, faiblesse opérationnelle	formaliser et organiser le fonctionnement du comité : tableau (planning) précisant quel acteurs fait quoi à quel moment. Préciser les moyens de fonctionnement du comité. Conclure chaque atelier, réunion par une fiche de résolution (qui, quoi, quand)	CP	++	janv-07
	réelle prise en compte de la recommandation d'extension des sites d'action directe	faiblesse en nombre et qualité du staff de vulgarisation	reformuler les TdR, analyser compétences requises et celles existantes, recruter selon bilan (cfr aussi ci-dessous: gestion projet)	CP+CAPEN	++	janv-07
		le niveau de connaissance des éleveurs en SA est encore faible	cfr ci dessus: renforcer l'équipe en nombre et en qualité	CP+CAPEN	++	janv-07
			intensifier les séances de formation auprès des éleveurs et développer les supports audiovisuels, préciser le contenu "médical" du programme de prophylaxie. Valoriser les modules de formation CAPEN, PROXEL	CP+CAPEN	++	janv-07
		La collaboration n'est pas franche entre les acteurs sur les échanges de données de vaccination	le comité doit imposer la récolte des données sur les vaccinations (inclure DRRA dans le comité)	président Comité	++	févr-07
		renforcer la mise en oeuvre des protocoles de collaboration avec chaque intervenant de manière à ce que chaque intervenant s'engage à (i) sensibiliser les éleveurs, (ii) fournir au LSN les résultats de sensibilisation. Ces protocoles doivent préciser les engagements respectifs en terme de formation des agents (formateur, agents formés, thèmes à sensibiliser)	CP	++	janv-07	
	bonne appréciation de la part des éleveurs quant à l'appui à leur structuration	mais encore faible capacités de "pouvoir"	organiser des formations en renforcement institutionnel et appuyer les groupements dans leurs capacités de négociations auprès des autorités	CP	++	févr-07
hygiène et conservation du lait	modules formation en hygiène du lait pour les producteurs et les collecteurs bien appropriés capitalisant l'expertise CAPEN. Les groupes cibles ont amélioré leurs connaissances	les fraudes (mouillage, antibiotiques) sont encore pratiquées	équiper un groupe de collecteur (à titre expérimental) en capacités de testage contre le mouillage	CP	+	févr-07
		les bonnes pratiques ne sont pas encore généralisées	appuyer, sous forme de micro-fonds de roulements, les groupements de producteurs en kit d'hygiène (adopter approche participative en terme de contribution des éleveurs)	CP	+	mars-07
	élaboration d'un référentiel provisoire sur la qualité du lait	méfiance des laiteries et réticence à collaborer, apparemment par non compréhension des objectifs du LN	diffuser largement les résultats de l'étude. Organiser une séance d'information spécialement destinée à l'attention des laiteries	CP	++	janv-07
			valoriser les tests du laboratoire et programmer l'activité de test de lait comme une mesure de la qualité du lait (envers les laiteries)	CP	++	janv-07
			réaliser des séances d'information sur l'hygiène du lait via les médias	CP	+	mars-07
		activité LPS non pertinente telle que présentée	mener l'activité LPS uniquement à titre expérimental, élaborer le protocole au préalable	CP	+	févr-07
	collaboration judicieuse avec deux associations locales (Debo, Gajel Sudu Baba) en vue de la pérennisation des actions	clarification insuffisante des partages des rôles/tâches dans les conventions	décrire explicitement les tâches et responsabilités des parties. Montrer le désengagement du LSN	CP	+	févr-07
	amendement pertinent quant à la participation des bénéficiaires dans l'acquisition des intrants (kits hygiène) (20% contribution)					
amendement pertinent quant au nombre de tests qualité en rapport le but du projet	faible viabilité de la structure et du fonctionnement du labo après projet	engager une réflexion (avec Karkara, CAPEN) sur le le devenir à terme du laboratoire: place et rôle au sein de la mission de Karkara, et formuler des recommandations	CP	+	juin-07	
	potentiel de compétences de la laborantine insuffisamment valorisé	examiner les compétences non valorisées par rapport aux actions du projet et les intégrer dans la mission de la laborantine selon les besoins du PA 07	CP	++	févr-07	

		les éleveurs ne connaissent pas réellement les raisons des tests ni leur résultats	expliquer systématiquement (lors des visites) et diffuser les résultats aux éleveurs	Vulgarisateur / Laborantine	+	janv-07
		la mise en œuvre des recommandations des ateliers de concertation reste faible.	Ne pas se limiter à des réunions en binôme (LSN - projet X), augmenter le nombre d'ateliers (3) et opérationnaliser la mise en œuvre des recommandations (tableau qui fait quoi et pour quand)	CP	++	févr-07
		IOV de résultat "hygiène lait" lié à la santé de l'animal (mammites) plutôt qu'à l'hygiène proprement dite	mettre en place un système léger d'appréciation de l'importance (ou non) du taux de refus de lait par les laiteries (enquêtes auprès des collecteurs (et si possible au niveau des laiteries))	CP	+++	janv-07
commercialisation	amendement pertinent quant à la contribution des bénéficiaires: caisse remboursement du vélo pour pérennisation	le taux de remboursement est lent et ne permet pas à d'autres membres du groupe d'en bénéficier	revoir le mode de contribution et suivre de près le remboursement de manière à permettre à d'autres collecteurs de bénéficier réellement de cet appui	CP	++	févr-07
	révision pertinente de certains IOV: nb groupes de producteurs et associations de collecteurs		appuyer 15 groupements au lieu de 5 ou 35	CP		en cours
	bon recentrage de l'activité d'appui aux collecteur (4 associations)	faible niveau technico-institutionnel des associations	appuyer les 4 associations de collecteurs à mieux structurer, à mieux s'organiser (formation, élaboration plan d'action,...) et à développer leurs capacités de négociation.	CP	+	févr-07
		faible opérationnalisation des recommandations du cadre de concertation	concevoir l'outil d'opérationnalisation des recommandations (qui fait quoi et pour quand) et renforcer le comité de concertation dans le suivi de l'application de ces recommandations	CP	++	févr-07
gestion du projet	bon niveau de mise en œuvre des recommandations du monitoring précédent (76%)					
	meilleure planification trimestrielle et mise au point et testage de planification mensuelle et hebdomadaire (cfr tableau)	faiblesse de l'opérationnalité de la planification	élaborer la planification hebdomadaire à partir de la planification mensuelle: préciser responsable, le timing (journée). Chaque membre de l'équipe doit disposer du plan mensuel, du plan hebdomadaire global. Chaque membre a son plan hebdomadaire personnel	CP, Equip	+++	déc-2006
	instauration d'un carnet de bord moto	petites défaillances dans l'utilisation du carnet	appliquer l'utilisation du carnet de bord avec rigueur. Faire appliquer le principe de moto de service et pas de fonction (garer la moto au parking Karkara)	CP, Vulg	+++	déc-2006
		pas de carnet d'entretien	instaurer un carnet d'entretien et notifier toutes les interventions	Vulgarisateur	+++	déc-2006
	Le projet a une adresse email... Mais elle est "bloquée"	prendre les mesures avec SahelCom pour que l'adresse soit utilisable	CP	++	janv-2007
	bon suivi-évaluation des activités, (tableau de monitoring interne trimestriel et développement d'un esprit d'équipe par le CP	Trop faible implication de l'équipe "terrain" dans l'atteinte des objectifs globaux du projet.	partager le bilan trimestriel réalisé par le CP avec l'équipe	CP	+++	déc-06
		faiblesse dans la "remontée" de l'information venant du "terrain" (dont non enregistrement systématique des réalisations par le vulgarisateur)	mettre en pratique un rapportage hebdomadaire simple et pratique pour tous le staff vulgarisateur, laborantine	CP	++	janv-07
			proposer canevas standard de bilan d'activités de fiches compte rendu d'activités.	vulgarisateur, laborantine	++	janv-07
		non formalisation des décisions "administratives"	faire des notes de services pour la mise en application de décision interne et les diffuser, communiquer à l'équipe et supérieur hiérarchique	CP	++	janv-07
		absence de réel TdR du personnel projet	rédiger des TdR pour les trois postes décrivant explicitement les responsabilités et tâches de manière à ce que le partage des rôles et responsabilités soient clair pour tous	CP + staff	+++	déc-06
		insuffisance quantitative et qualitative de l'équipe projet en matière de vulgarisation et..	procéder au recrutement d'un nouvel animateur (cfr PA07) et...	CP	++	janv-07
		manques de rigueur et de conscience professionnelle au niveau du vulgarisateur.	procéder à l'analyse des compétences existantes par rapport au nouveau TdR des postes d'animateurs et prendre les mesures adéquates (remplacement ou renforcement)	CAPEN	++	janv-07
	Bonne exploitation des opportunités d'utilisation de stagiaires					
	bon principe de gestion de carburant: lancer commande au BREN dès 80% de consommation du trimestre	les bons de carburants sont disponibilisés avec retard par le BREN	s'assurer de l'approvisionnement du projet LSN selon les demandes formulées	BREN	+++	déc-06
		méconnaissance de la dynamique du KM VSF/B	définir les ouvrages de capitalisation pour le PA 2007			